بنك الوفاق
WIFAK BANK

RAPPORT ANNUEL
2015

Table des matières

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 4

ACTIONNARIAT 5

CHIFFRES CLES 6

Activité : 6

Exploitation : 7

FAITS MARQUANTS 8

CONJONCTURE ECONOMIQUE 9

ACTIVITE 10

Total Bilan : 10

Ressources : 10

Capitaux propres : 10

Emprunts et ressources spéciales : 11

Emplois : 11

Financements à la clientèle : 11

Portefeuille investissement : 14

Actifs liquides : 14

RESULTATS 15

Revenus Nets de Ijara : 15

Produit Net bancaire : 15

Charges opératoires : 15

Résultat brut d'exploitation : 16

Résultat Net de l'Exercice : 16

Evolution du cours boursier : 16

GOUVERNANCE DE LA BANQUE 17

Organisation du Conseil d'Administration 17

Composition du Conseil d'Administration : 17

Règles d'indépendance des membres du Conseil d'Administration : 17

Règlement intérieur du Conseil d'Administration : 17

Travaux du Conseil d'Administration en 2015 : 19

Comités spécialisés 19

Comité permanent d'audit interne : 19

Comité de Risques : 20

Comité Exécutif de crédit : 20

Comité de rémunération : 20

BILAN SOCIAL 21

Effectif : 21

Promouvoir le sens d'appartenance 21

Développement RH et gestion des compétences 22

Projets RH en cours de réalisation 22

Etats Financiers au 31 décembre 2015 ..... **Erreur ! Signet non défini.**

Notes aux états financiers au 31 décembre 2015 ..... **Erreur ! Signet non défini.**

Rapports des Commissaires aux comptes 53

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Mohamed MELLOUSSE
Fondateur, Président

M. Mohamed Khaled ABOODI
Islamic Corporation for the Development of the Private Sector "ICD"

M. Mohamed Maher MANNAI
Islamic Corporation for the Development of the Private Sector "ICD"

Mme Rafika AKKARI
Société Tunisienne de Banque "STB"

M. Mohamed Hedi BEN AYED

M. Jamel BEL HADJ
Caisse des Dépôts et Consignations "CDC"

M. Mohamed Habib KARAOULI
Administrateur indépendant

M. Mahfoudh BAROUNI
Administrateur indépendant

M. Mohamed SAIDANE
Petits porteurs

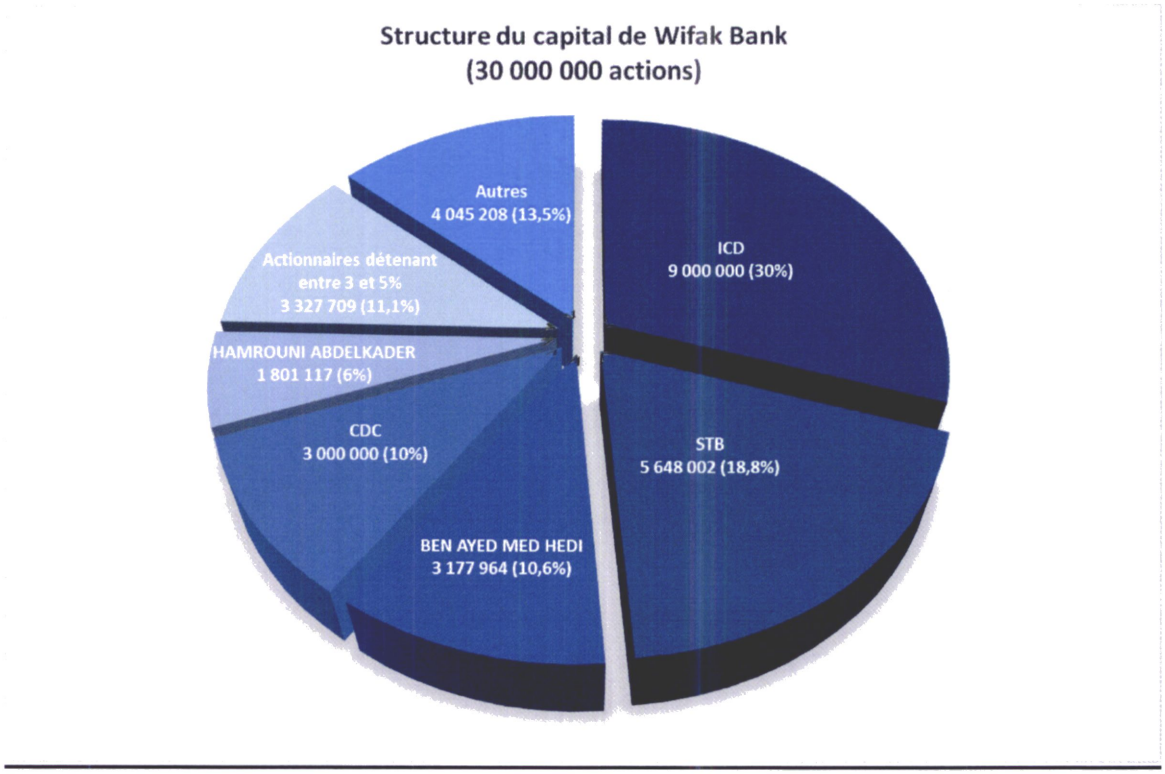
Président Directeur Général : M. Mohamed MELLOUSSE

COMMISSAIRES AUX COMPTES :

KPMG TUNISIE

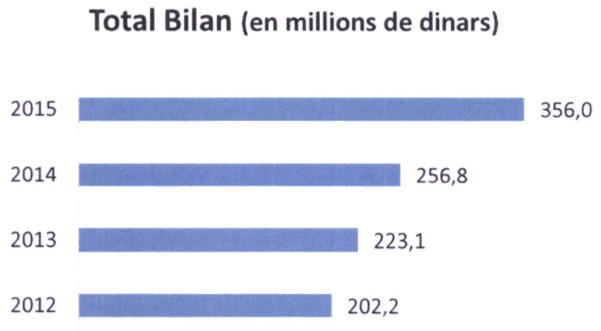
TCA Audit

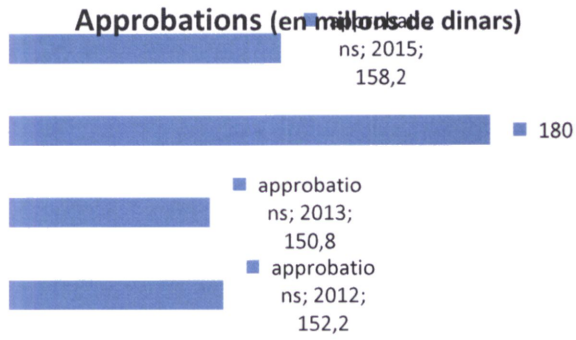
ACTIONNARIAT



CHIFFRES CLES

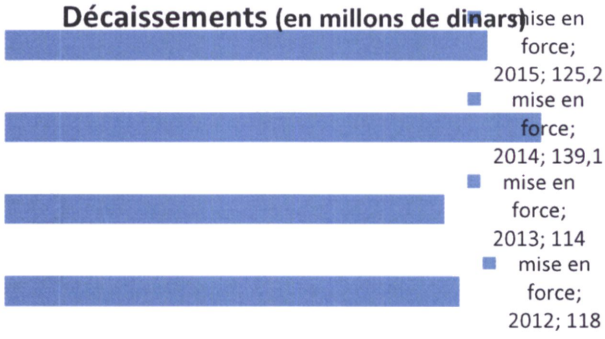
Activité :

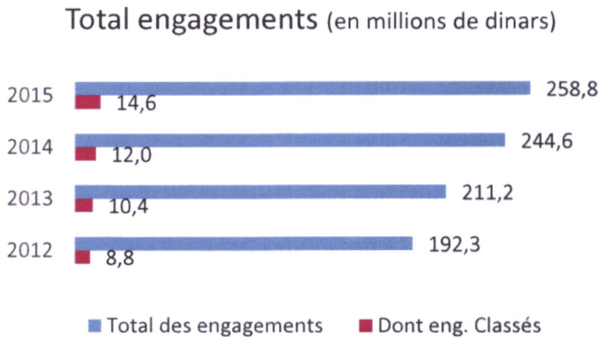




Evolution 2015/2014 : +38,6%

Evolution 2015/2014 : -12,1%





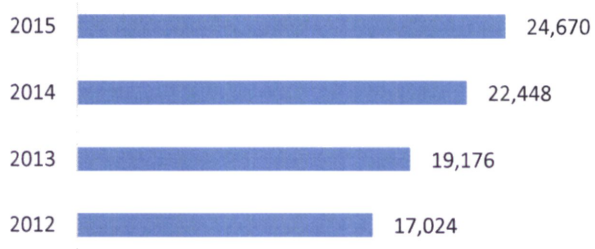
Evolution 2015/2014 : -10%

Evolution 2015/2014 : +5,8%

	2012	2013	2014	2015
Capitaux propres	27,080	42,508	44,596	166,631
Total des provisions et agios réservés sur créances	7,284	8,150	9,357	11,899
Taux des créances classées (en %)	4,64%	4,91%	4,90%	5,65%
Taux de couverture des créances classées (en %)	71,1%	69,4%	69,1%	72,2%

Exploitation :

Revenus de Ijara (en MD)



Evolution 2015/2014 : +9,9%

Produit Net Bancaire (en MD)

Evolution 2015/2014 : -0,4%

Résultat Net (en MD)

Evolution 2015/2014 : +10,3%

Coefficient d'exploitation

Evolution 2015/2014 : -8,7%

	2012	2013	2014	2015
Coefficient d'exploitation	34,56%	39,00%	44,90%	41,00%
Rendement moyen des actifs ROA	1,96%	1,82%	1,68%	1,51%
Rendement moyen des fonds propres ROE	15,20%	11,70%	9,92%	4,38%

FAITS MARQUANTS

1- Le début de l'exercice 2015 a été marqué par l'approbation par le Conseil d'Administration de la feuille de route relative à la transformation de la Société El Wifack leasing en banque universelle. Cette feuille de route a prévu notamment 5 axes primordiaux pour assurer la réussite de l'opération en l'occurrence :

- Le volet stratégique et gouvernance couvrant la stratégie de la banque "on line" avec le business modèle agréé ainsi que l'établissement des structures de gouvernance entre autres choraïque.
- Le volet organisationnel qui couvrira le système d'information, l'organisation et les procédures de la banque.
- Le volet capital humain ayant trait au recrutement cible et formation appropriée.
- Les traitements indispensables des actifs et passifs pour les rendre Chariaa complaint.
- Le volet juridique qui traite du changement des statuts, des assemblées et toutes les formalités légales et réglementaires nécessaires.

2- Dans ce cadre, la société a signé, le 02 mars 2015, deux accords :

- Le premier concerne la signature d'un " Term Sheet " qui encadre les rapports entre les principaux actionnaires actuels et futurs. Le deuxième concerne la signature d'une convention d'assistance technique avec l'ICD afin de piloter et assurer la conversion complète de la Société El Wifack Leasing en banque "on line" avec les normes charaïques et ce dans les meilleurs conditions et délais.

3- L'Assemblée Générale Extraordinaire du 28/08/2015 a approuvé la modification de l'objet social de la société, l'augmentation de son capital pour le porter de 20 millions de TND à 150 millions de TND ainsi que l'adoption des nouveaux statuts juridiques.

4- La réalisation de l'augmentation du capital à 150 millions de TND dans les délais réservés à l'exercice du droit préférentiel de souscription en septembre 2015 par la participation des actionnaires historiques ainsi que par la participation des deux nouveaux actionnaires stratégiques à savoir l'ICD et la Caisse de Dépôts et de Consignation de Tunisie CDC.

5- A partir de la date du 20 novembre 2015, Wifak Bank opère en tant que banque universelle mais en mode mono-produit qui est Ijara en conformité avec les normes charaïques et ce suite à la conversion de tous les crédits de leasing en financements Ijara.

6- Le début de l'exercice 2016 a été marqué par la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire le 12/01/2016 qui a approuvé la nouvelle composition du Conseil d'Administration de la Banque.

7- Notation de la Banque :

L'année 2016 a été également marquée par l'amélioration de la notation de la banque par l'agence Fitch rating de BBB- à AA+ avec perspectives stables. Les notes nationales attribuées reflètent le soutien que pourrait lui apporter, en cas de nécessité, son actionnaire stratégique principal.

Fitch Rating a également mis l'accent sur la qualité d'actifs et les ratios de solvabilité satisfaisants de Wifak Bank et ce malgré le faible niveau de croissance en 2015.

CONJONCTURE ECONOMIQUE

A l'échelle internationale, le Fonds Monétaire International, dans son rapport sur les perspectives économiques dans le monde paru au mois de janvier 2016, a révisé à la baisse ses prévisions de la croissance économique mondiale attendue pour 2016 qui devrait s'établir à 3,4% contre des prévisions précédentes de 3,6% et 3,1% enregistrés en 2015. Le FMI a, par ailleurs, signalé que les perspectives de croissance dans le monde demeurent sujettes à plusieurs risques, notamment le ralentissement économique généralisé dans les pays émergents et le rééquilibrage de l'économie chinoise, outre le recul des prix mondiaux des produits de base et l'abandon de la politique monétaire ultra-accommodante aux Etats-Unis.

A l'échelle nationale, L'activité économique pour l'année 2015 aurait enregistré une stagnation voire même une récession dans les principaux secteurs productifs à l'exception de celui de l'agriculture et pêche qui a bénéficié de la récolte exceptionnelle de l'huile d'olive.

En effet, les retombées des évènements terroristes ont lourdement pesé sur l'activité dans les services marchands, en particulier sur le tourisme et le transport dont les principaux indicateurs ont connu une forte détérioration même par rapport à ceux réalisés en 2011. Egalement, les principales branches des industries manufacturières, hormis les industries agroalimentaires, ont connu une contraction malgré la reprise modérée de la croissance économique dans la Zone Euro. Pour leur part, les principaux secteurs des industries non manufacturières, notamment l'activité minière et à un degré moindre l'activité énergétique, ont affiché un fléchissement.

De son côté, l'inflation moyenne s'est établie en 2015 au même niveau enregistré une année auparavant, soit 4,9%.

S'agissant des concours à l'économie, ils ont enregistré une décélération (6,4% contre 9,4%) reflétant, essentiellement, celle de l'encours du portefeuille-escompte auprès des banques (+1.672 MDT contre +3.731 MDT en 2014) en relation avec la morosité de la conjoncture économique nationale. L'augmentation de l'encours des crédits, au cours des onze premiers mois de l'année 2015, a profité, principalement, au secteur des services (+1.718 MDT) suivi par les particuliers (+853 MDT) et enfin celui de l'industrie (+578 MDT).

Le secteur extérieur quant à lui a évolué, en 2015, dans une conjoncture nationale marquée par l'atonie de l'activité économique et la dégradation de la situation sécuritaire à l'échelle nationale et régionale. Les paiements courants ont continué, dans ce contexte, à subir davantage des pressions liées, surtout, aux contreperformances des secteurs exportateurs stratégiques en l'occurrence les industries extractives et à un degré moindre les industries manufacturières. De surcroît, l'activité touristique, qui connait déjà des difficultés structurelles, a été sensiblement affectée par un climat d'insécurité occasionné par les attaques terroristes, les flux y afférents ont, en effet, reculé de près de 1,3 milliard de dinars par rapport à leur niveau enregistré en 2014.

En se situant à 7,6 milliards de dinars ou 8,7% du PIB en 2015, le déficit courant a, ainsi, poursuivi son dérapage relevé depuis 2011. Néanmoins, le niveau appréciable des entrées nettes de capitaux extérieurs, qui ont atteint près de 8,4 milliards de dinars au cours de l'année 2015, ont permis de financer le déficit courant et dégager un excédent de 783 MDT au niveau de la balance générale des paiements. Le niveau des avoirs nets en devises s'est, ainsi, situé à 14.102 MDT, soit l'équivalent de 128 jours d'importation, au terme de 2015, contre 13.097 MDT et 112 jours à la fin de l'année 2014.

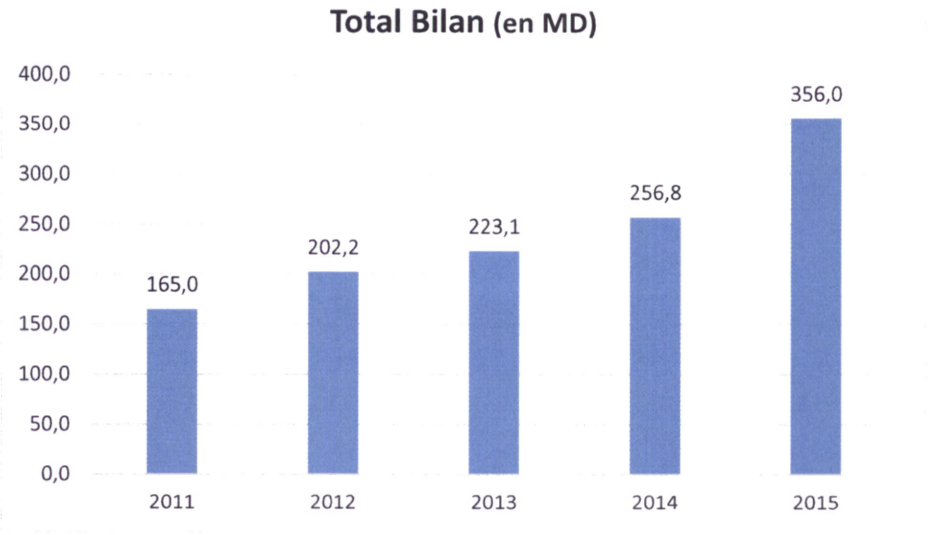
ACTIVITE

Total Bilan :

A fin décembre 2015, le total du bilan s'est établi à 356 millions de dinars contre 256,8 millions de dinars à fin décembre 2014, soit une augmentation de 99,2 millions de dinars ou 38,6% qui provient essentiellement de l'opération d'augmentation capital concrétisée en 2015.

en millions de dinars	2011	2012	2013	2014	2015
Total Bilan	165,0	202,2	223,1	256,8	356,0
Variation annuelle	6,7%	21,0%	10,3%	15,1%	38,6%

Le graphique suivant retrace l'évolution de la taille de la Banque au cours des cinq dernières années :



Ressources :

L'encours des ressources mobilisées a atteint 327,8 millions de dinars, soit une progression de 95,6 millions de dinars ou 40,4%, en relation avec l'opération d'augmentation du capital, ce qui s'est traduit par une consolidation des fonds propres représentant 50,8% des ressources contre une part des ressources d'emprunt de 49,2%.

Capitaux propres :

Les capitaux propres de la banque ont totalisé 166,631 millions de dinars à fin 2015, soit une augmentation de 122 millions de dinars par rapport à fin 2014 en relation avec l'augmentation du capital.

Ces capitaux propres sont détaillés comme suit :

en millions de dinars	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014	
					Montant	%
Capital social	15,000	20,000	20,000	150,000	130,000	650,0%
Réserves et primes d'émission	7,393	17,591	19,195	10,807	-8,388	-43,7%
Autres capitaux propres et FPRG	0,730	0,838	0,848	0,860	0,011	1,3%
Résultats reportés	0,027	0,009	0,075	0,025	-0,050	-66,3%
Résultat de l'exercice	3,930	4,070	4,322	4,624	0,302	7,0%
Effets de Modifications comptables	0,000	0,000	0,155	0,315	0,160	103,3%
Total Capitaux Propres	**27,080**	**42,508**	**44,595**	**166,631**	**122,036**	**273,7%**

Emprunts et ressources spéciales :

Les emprunts et ressources spéciales ont connu une régression de 13,8% au 31 décembre 2015 pour atteindre 166,6 millions de dinars contre 192 millions de dinars au 31 décembre 2014.

Emplois :

Financements à la clientèle :

1- Approbations :

Compte tenu d'une conjoncture difficile au cours de cette année, la Banque a continué à adopter une politique prudente renforçant la sélectivité des dossiers pour garantir une qualité de portefeuille à son niveau actuel.

En effet, Les approbations à fin 2015 ont atteint 158,2 millions de dinars contre 180 millions de dinars à fin 2014, soit une diminution de -12,1% provenant essentiellement des secteurs de l'industrie (-17,3MD) et du tourisme (-7,3MD) en relation avec la conjoncture économique qu'a connu le pays en 2015.

La présentation sectorielle des approbations se présente comme suit :

en millions de dinars	Au 31/12/2015		Au 31/12/2014	
	Mob	Immob	Mob	Immob
Agriculture	30,477	1,475	29,738	0,265
Industrie	22,304	1,273	39,587	-
Bâtiments et Travaux Publics	24,110	0,300	27,048	-
Tourisme	3,973	-	11,320	0,640
Service et Commerce	69,527	4,807	67,229	4,168
Total	**150,390**	**7,855**	**174,922**	**5,073**
Total Général	**158,246**		**179,995**	

2- Décaissements :

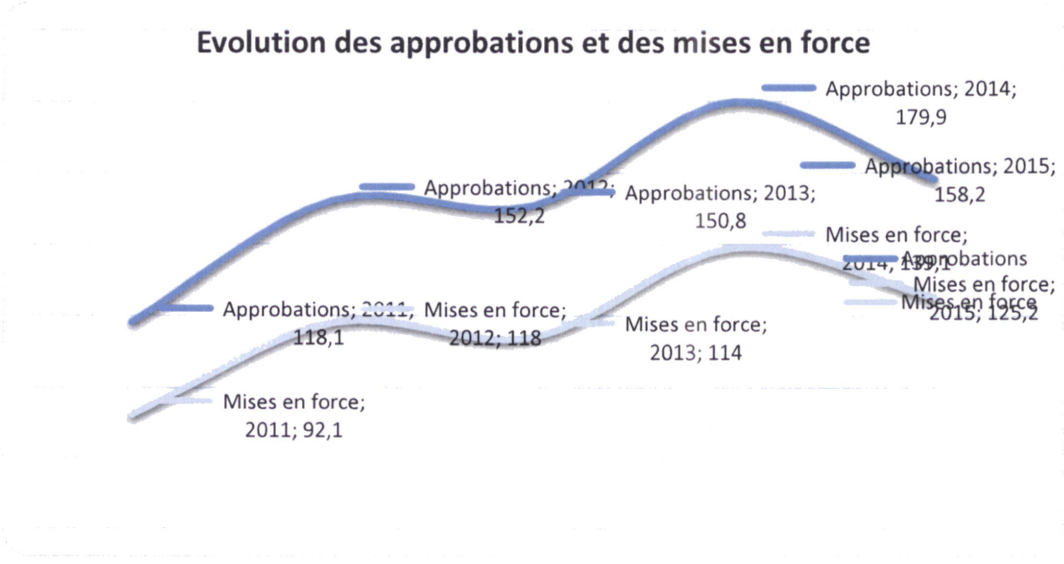
Les décaissements au titre de financements Ijara ont également connu une régression de 10% au cours de 2015 pour se situer à 125,2 millions de dinars contre 139 millions de dinars réalisées en 2014. Cette régression est imputable aux secteurs de l'industrie (-7,4MD) et du tourisme (-6,9MD).

La régression des décaissements s'explique outre la politique prudente de la banque par le démarrage du processus de transformation de la banque.

La répartition des décaissements par secteur est marquée par un équilibre entre les différents secteurs d'activité économiques comme en témoigne le tableau suivant :

en millions de dinars	Au 31/12/2015		Au 31/12/2014	
	Mob	Immob	Mob	Immob
Agriculture	22,501	0,600	23,890	0,265
Industrie	21,708	1,500	29,145	-
Bâtiments et Travaux Publics	22,341	-	18,085	-
Tourisme	3,132	-	9,720	0,640
Service et Commerce	49,510	3,918	53,548	3,768
Total	**119,191**	**6,018**	**134,388**	**4,673**
Total Général	**125,209**		**139,061**	

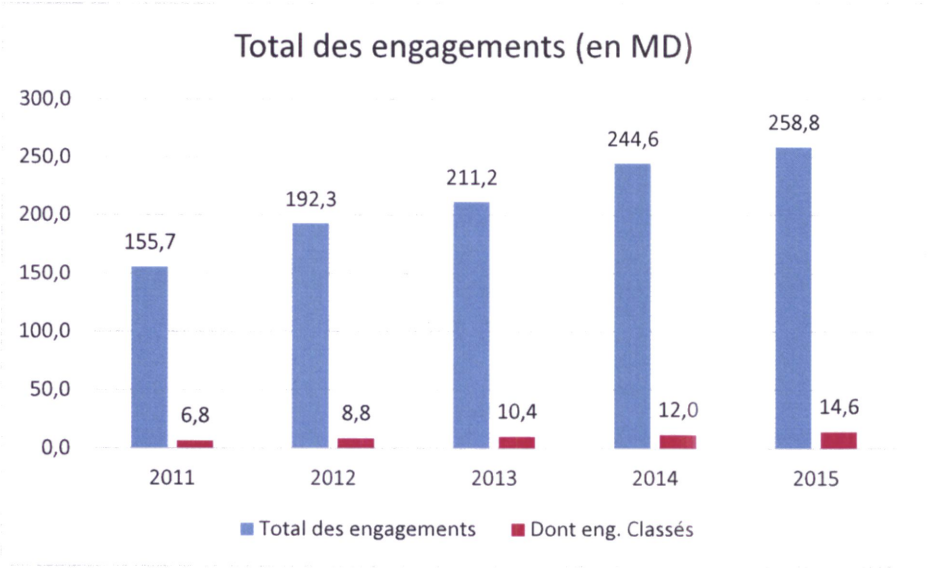
Le graphique suivant retrace l'évolution des approbations et des mises en force durant les cinq dernières années :



3- Encours :

A fin décembre 2015, l'encours des financements s'est établi à 258,8 millions de dinars contre 244,6 millions de dinars à fin décembre 2014, soit une augmentation de 14,2 millions de dinars ou 5,8% soit un niveau légèrement au-dessous de celui du secteur bancaire qui est de 6,4%.

Le graphique suivant retrace l'évolution des engagements durant les cinq derniers exercices :



4- Recouvrement :

La politique d'intervention de la banque basée sur la prudence et la sélectivité de financement a été appuyée par une réactivité du comité exécutif de crédit à l'égard des retombées de la conjoncture économique. En effet, ledit comité se réunit périodiquement et intervient chaque fois où il est nécessaire pour modifier les conditions de financement pour certaines activités en rapport avec l'évolution de la conjoncture, et ce afin d'atteindre les objectifs fixés en termes de taux de recouvrement, de provisionnement et de taux de couverture. Ainsi, et en dépit de cette conjoncture qui n'a pas manqué d'affecter le recouvrement, le taux de recouvrement a été toujours maintenu à un niveau acceptable.

Ainsi et malgré une relative augmentation des créances classées leur part s'inscrit dans l'objectif fixé, soit 5,65% et demeure confortable par rapport au secteur bancaire (de l'ordre de 16,1%) et aux sociétés spécialités dans le leasing (7,42%)

Parallèlement, la banque a consolidé ses efforts de provisionnement pour maintenir un niveau de couverture des créances classées confortable à 72,2% qui s'inscrit dans les recommandations de la BCT en la matière.

D'ailleurs, la conjoncture actuelle confirme la démarche retenue par la Banque qui veille à renforcer le niveau des provisions chaque année pour préserver les équilibres généraux de la Banque lui permettant de faire face à n'importe quels incidents conjoncturels ou autres.

La qualité du portefeuille de la banque se présente comme suit :

	2012	2013	2014	2015
Engagements Courants 0 & 1	180,8	200,4	232,6	244,2
Engagements Classés 2,3 & 4 (a)	8,8	10,4	12,0	14,6
Total des engagements (b)	189,5	210,7	244,6	258,8
Part des créances classées (a/b)	4,64%	4,91%	4,90%	5,65%
Agios réservés	0,509	0,571	0,661	0,752
Provisions affectées aux engagements classés	2,908	3,231	3,991	9,701
Provisions additionnelles (Cir 2013- 21)	2,830	3,378	3,632	0,110
Total des provisions et agios réservés (c)	6,248	7,179	8,283	10,563
Taux de couverture des engagements classés (c/a)	71,11%	69,35%	69,10%	72,2%

Portefeuille investissement :

Le portefeuille titres d'investissement a atteint 8,1 millions de dinars à fin 2015 contre 6,9 millions de dinars soit une augmentation de 1,2 millions de dinars ou 18% par rapport à fin 2014, principalement sous forme de fonds gérés à hauteur de 83,7%.

La composition détaillée du portefeuille titres d'investissement est la suivante :

	2014	2015	Variation 2015/2014	
			Montant	%
TITRES DE PARTICIPATION	1,123	1,123	0,000	-
FOND INVESTISSEMENT	5,390	6,790	1,400	26,0%
PRET/ FOND SOCIAL	0,364	0,299	-0,065	-17,8%
EMPRUNT NATIONAL 2014	0,200	0,200	0,000	-
PROVISIONS/PARTICIPATIONS	-0,200	-0,310	-0,110	55,0%
TOTAL PORTEFEUILLE INVESTISSEMENT	**6,877**	**8,103**	**1,225**	**17,8%**

Actifs liquides :

Les actifs liquides ont totalisé 89,5 millions de dinars à fin 2015 sous forme de dépôts bancaires à vue auprès de banques consœurs et provenant de l'augmentation du capital de la banque.

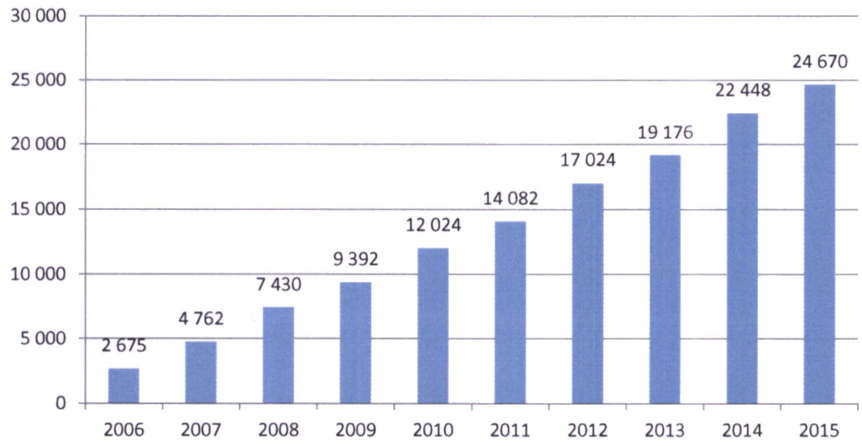
RESULTATS

Revenus Nets de Ijara :

Malgré une concurrence de plus en plus rude, la Banque a toujours maintenu sa politique rationnelle en matière de taux de sortie à un niveau qui tient compte des coûts des ressources et garantissant une marge permettant de couvrir ses charges. Ainsi, les revenus nets de Ijara ont augmenté de 9,9 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 24,7 millions de dinars en rapport avec la politique prudente de la banque en matière de financement.

Graphiquement, l'évolution des revenus nets est donnée comme suit :

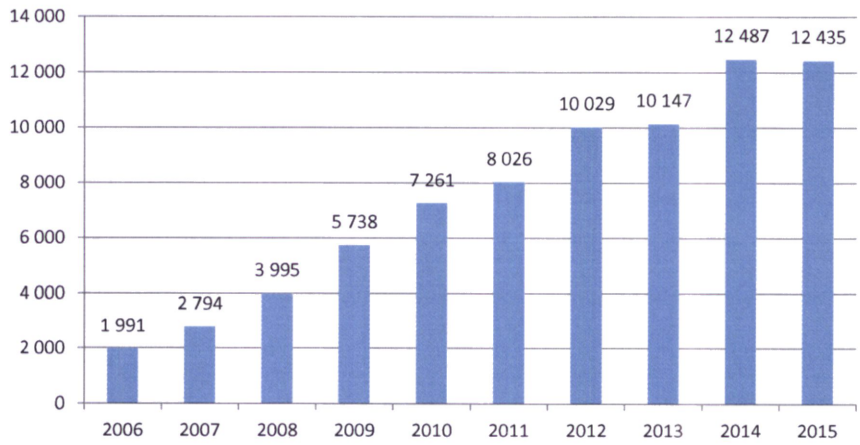
Revenus Nets de Ijara (en miliers de dinars)



Produit Net bancaire :

Au cours de l'année 2015, le produit net bancaire a été au même niveau que celui de 2014, soit 12,4 millions de dinars, en relation avec l'augmentation des charges financières (+11,8%) avec un rythme plus prononcé que celui de l'évolution des revenus de Ijara.

Produit Net Bancaire (en miliers de dinars)



Charges opératoires :

Les charges opératoires durant l'exercice 2015 ont été au même niveau que celui de 2014 soit 5,1 millions de dinars et se sont réparties comme suit :

	2014	2015	Variation 2015/2014	
			Montant	%
Charges du personnel	3,168	3,296	0,128	4,0%
Autres charges d'exploitation	1,636	1,547	-0,089	-5,5%
Dotations aux amortissements	0,268	0,257	-0,011	-4,1%
TOTAL CHARGES OPERATOIRES	5,073	5,101	0,028	0,6%

Résultat brut d'exploitation :

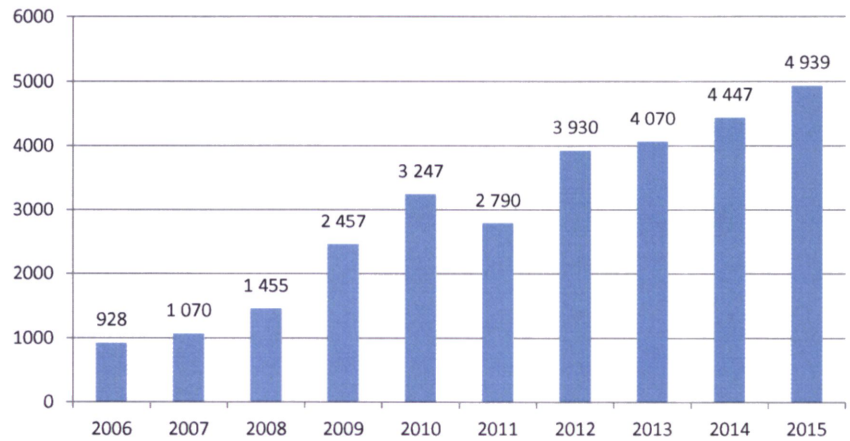
Le résultat d'exploitation a régressé de 1,264 millions de dinars ou -20,9% pour s'établir à 4,781 millions de dinars. Cette régression s'explique par l'effort conséquent de provisionnement au titre de 2015 d'une enveloppe de 2,443 millions de dinars contre 1,270 millions de dinars au titre de 2014 et ce afin de préserver l'objectif assigné de couverture des créances classées.

Résultat Net de l'Exercice :

Le résultat net de l'exercice de 2015 a atteint 4,939 millions de dinars contre 4,447 millions de dinars réalisé en 2014, soit une progression de 10,3%, et ce tenant compte de l'effet des modifications comptables qui est de l'ordre de 315 mille dinars.

L'évolution du résultat net durant les dernières années est donnée comme suit :

Résultat Net (en miliers de dinars)



Evolution du cours boursier :

Les principales données boursières sont résumées comme suit :

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Capitalisation boursière au 31.12 (en MD)	12,400	16,940	40,650	77,700	77,250	60,900	68,000	65,000	-
Dernier cours de l'exercice (en DT)	6,200	8,470	13,550	25,160	20,280	14,500	13,100	16,250	6,760
Cours le plus haut de l'exercice (en DT)	7,350	8,950	14,200	25,900	25,750	20,300	17,000	16,600	19,630
Cours le plus bas de l'exercice (en DT)	5,900	5,700	7,650	13,300	19,500	14,070	12,620	12,520	6,400
Nombre de titres échangés (unités)	785 378	1 373 869	1 406 152	1 643 417	427 991	614 867	433 868	908 535	1 092 588
Capitaux traités (en MD)	5,160	10,022	14,541	34,191	9,330	9,651	6,376	13,859	-

GOUVERNANCE DE LA BANQUE

Organisation du Conseil d'Administration

L'administration de la Banque est assurée par un Conseil d'Administration dont le mandat statutaire de ses membres est de trois ans renouvelable. Le Conseil d'Administration de Wifak Bank est composé de neuf membres qui viennent d'horizons divers dont deux Administrateurs Indépendants et un Administrateur représentant les petits actionnaires et ce conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2011-06.

Composition du Conseil d'Administration :

La composition du Conseil d'Administration est la suivante :

Administrateur	Organisme	Mandat
M. Mohamed Mellousse	fondateur	2016-2018
M. Mohamed Khaled Aboodi	ICD	2016- 2018
M. Mohamed Maher Mannai	ICD	2016- 2018
Mme Rafika Akkari	STB	2016- 2018
M. Mohamed Hedi Ben Ayed	Lui- même	2016- 2018
M. Jamel Bel Hadj	CDC	2016- 2018
M. Mohamed Habib Karaouli	Administrateur indépendant	2016- 2018
M. Mahfoudh Barouni	Administrateur indépendant	2016- 2018
M. Mohamed Saidane	Petits porteurs	2016- 2018

Règles d'indépendance des membres du Conseil d'Administration :

Pour être en conformité avec les dispositions de la circulaire de la BCT n°2011-06, le Conseil d'Administration examinera annuellement et de manière individuelle, la situation de chaque Administrateur au regard des règles d'indépendance selon les dispositions de ladite circulaire. Cette dernière qualifie d'indépendant un Administrateur lorsque celui-ci "n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Banque, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement", et liste les critères d'indépendance suivants :

- n'ayant pas des liens avec ledit établissement au sens de l'article 23 de la loi n°2001-65 relative aux établissements de crédit et l'article 71 du code de prestation des services financiers aux non résidents;
- ne détenant pas une participation directe ou indirecte dans le capital de l'établissement ;
- n'agissant pas pour le compte de client, fournisseur ou de prestataire de service significatifs de l'établissement ;
- n'ayant pas fait partie des salariés de l'établissement ;
- n'ayant pas exercé depuis plus de 9 ans un mandat de membre représentant les intérêts des actionnaires dans le dit conseil; et
- n'ayant pas exercé depuis plus de 6 ans un mandat de commissaire aux comptes dans l'établissement.

Règlement intérieur du Conseil d'Administration :

Un règlement intérieur du Conseil d'Administration, précisant les droits et obligations des Administrateurs, ainsi que le mode de fonctionnement du Conseil d'Administration, avait été adopté lors du Conseil d'Administration du 27 Mars 2012. Le Conseil d'Administration procède périodiquement à une auto-évaluation de son fonctionnement et de formaliser son règlement intérieur pour tenir compte des meilleures pratiques de gouvernance.

Les principales dispositions du règlement intérieur du Conseil d'Administration sont résumées ci-après :

- Mission du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est un organe collégial où tous les Administrateurs ont les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs et où les décisions doivent être prises collectivement. Il est responsable devant l'ensemble des actionnaires, il se réunit au moins quatre fois par an et définit ses règles de fonctionnement et celles de ses différents comités.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Banque et veille à leur mise en œuvre. Il se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales, financières ou technologiques de la Banque. Il doit s'assurer de la pertinence, de la comparabilité, de la fiabilité et de la clarté des informations fournies aux actionnaires et au marché financier, dans le respect des normes comptables applicables.

Le Président fait, lors de chaque conseil, un point sur les opérations conclues depuis la précédente réunion ainsi que sur les principaux projets en cours et susceptibles d'être conclus avant le prochain conseil. Le conseil procède chaque année à un examen portant sur les points essentiels du rapport de gestion, ainsi que sur les délibérations présentées à l'Assemblée Générale des actionnaires. Par ailleurs, le Conseil d'Administration est informé au moins une fois par semestre, par la Direction Générale, de la situation financière, de la situation de trésorerie et des engagements de la Banque.

Les Administrateurs reçoivent entre les réunions du conseil toutes les informations utiles sur les événements ou opérations significatifs pour la Banque. Plus généralement, ils peuvent se faire communiquer à tout moment par le Président toutes les informations et tous les documents qu'ils estiment utiles à l'accomplissement de leur mission.

- Comités du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut décider la création d'un ou plusieurs comités spécialisés dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Ces comités ne sauraient s'immiscer dans la direction de la Banque ni réduire ou limiter les pouvoirs de la direction générale ni ceux du Conseil d'Administration. Dans son domaine de compétence, chaque comité émet des propositions, recommandations et avis, et rend compte de ses missions au Conseil d'Administration. Les comités sont composés uniquement d'Administrateurs : leurs membres sont nommés par le Conseil d'Administration, Ils sont désignés à titre personnel et ne peuvent se faire représenter. Le Président des comités est désigné par le Conseil d'Administration.

- Déontologie des Administrateurs.

Une Charte de déontologie des Administrateurs figure dans le règlement intérieur du Conseil.

Les Administrateurs sont ainsi tenus à une obligation générale de confidentialité en ce qui concerne les délibérations du conseil et des comités ainsi qu'à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel. Chaque Administrateur agit dans l'intérêt et pour le compte de l'ensemble des actionnaires.

Dans l'exercice de son mandat, chaque Administrateur doit se déterminer indépendamment de tout intérêt autre que l'intérêt social de la Banque et de ses actionnaires. Chaque Administrateur doit en permanence s'assurer que sa situation personnelle ne le met pas en situation de conflit d'intérêts avec la Banque. Tout Administrateur en situation de conflit d'intérêts doit en faire part au Conseil, afin que ce dernier puisse statuer, et doit s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante.

- Transactions sur les titres de la Banque.

Les titres visés incluent les actions de la Banque, ainsi que tous instruments financiers liés à ces actions.

D'une manière générale, les membres du Conseil d'Administration sont tenus de respecter un devoir de prudence et de vigilance, ainsi qu'une obligation de précaution particulière sur toute transaction personnelle portant sur des titres de la Banque.

En particulier, les Administrateurs ne doivent pas effectuer d'opérations spéculatives et à court terme sur les titres de la Banque ni effectuer d'opérations sur les titres de la Banque dans les cas suivants :

• lorsqu'ils sont en possession d'informations susceptibles, dès publication, d'affecter le cours de ces titres ;

• pendant les périodes qui leur seront explicitement indiquées par la Banque ; notamment pendant le mois précédant l'annonce préliminaire des résultats annuels et semestriels de la Banque, et les quinze jours précédant la date de publication des chiffres d'affaires trimestriels de la Banque.

- Évaluation de la performance du Conseil d'Administration.

La performance du conseil fait l'objet d'une évaluation tous les deux ans, qui prend la forme d'une auto-évaluation.

Travaux du Conseil d'Administration en 2015 :

Le Conseil d'Administration a tenu six réunions en 2015. L'assiduité des Administrateurs, exprimée par le taux de présence à ces réunions, a été presque de 100 %.

Le Conseil a étudié plusieurs points notamment l'impact conjugué des retombées de la conjoncture sur le tissu économique et en conséquence sur les activités de la Banque.

L'ensemble de ces réunions ont porté essentiellement sur la mise en place des différentes procédures pour assurer la réussite de la transformation de la Société en banque universelle dans les délais, action qui a été concrétisée avec réussite.

Le Conseil d'Administration a instauré un comité de pilotage du projet ayant pour rôle de piloter le projet de conversion dont notamment la mise en place des toutes les procédures de sélection du système d'information, d'une stratégie intégrée de communication et de marketing, l'identification des besoins à court terme en ressources humaines et l'engagement des procédures de recrutement, la sélection des cabinet et experts pour effectuer l'accompagnement de la société dans son programme de conversion, la mise en place d'une politique de conversion des actifs et des passifs actuels en conformité avec les préceptes charaïques.

Comités spécialisés

Comité permanent d'audit interne :

Les missions du Comité d'audit ont été fixées par le Conseil d'administration. Le Comité d'audit est ainsi compétent pour examiner et commenter les comptes sociaux et consolidés de la Banque avant qu'ils soient arrêtés par le Conseil d'administration. Il conduit également la procédure de sélection des commissaires aux comptes de la Banque et s'assure de leur programme de travail. Il vérifie l'existence des procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Banque, examine le rapport sur le contrôle interne, et valide et assure le suivi du plan d'audit interne.

En 2015, le Comité d'audit s'est réuni six fois et a été amené à examiner, notamment, l'évolution de l'activité de la Banque, l'avancement dans la mise en place des procédures de contrôle interne, l'application des décisions du conseil d'administration, la validation des plans d'audit.

Comité de Risques :

Les missions du comité de risques ont été fixées par le Conseil d'Administration qui a également approuvé la charte de ce comité. Le Comité de gestion des risques (CGR) est ainsi responsable de :

- assurer la gestion des risques importants de la Banque;
- contrôler la création et la mise en œuvre d'une structure de gestion des risques ;
- examiner l'efficacité de cette structure de gestion des risques en identifiant et gérant les risques et en contrôlant les processus internes.

Le rôle de cette structure consiste à s'assurer que:

- les services de Wifak Bank soient toujours des services sûrs et de qualité
- les structures de reporting de Wifak Bank permettent d'identifier à temps et de contrôler tous les risques qui peuvent entraver l'atteinte de ses objectifs ou exercer une influence négative sur la réalisation de ces objectifs.
- La culture de management de l'entreprise ainsi que ses processus de travail soient orientés vers la minimisation des risques dans toutes les décisions d'affaires.

Le comité s'est réuni en 2015 six fois et a été amené à planifier son programme visant le développement d'une politique de gestion de risques approprié à la Banque.

Comité Exécutif de crédit :

Ce comité a pour objet d'examiner l'activité de financement et de faire des propositions au conseil d'administration sur la politique de financement de l'établissement. Ce comité est également chargé de:
- Vérifier le respect des conditions et des limites de financement décidées par le conseil d'administration (montant des crédits, répartition sectorielle, taux et commissions appliqués).

- Faire des propositions pour la révision de la politique de financement en matière de :

- répartition sectorielle, géographique ou par nature des crédits
- les limites des risques encourus sur un même bénéficiaire
- les normes d'évaluation des risques sur la clientèle
- les conditions de délégation des pouvoirs en matière d'octroi des crédits
- Approbation des crédits accordés pour les clients dont le montant dépasse les 500.000 DT.

En 2015, le comité exécutif de crédit s'est réuni autant de fois et a été amené à examiner notamment l'évolution des taux de crédits par rapport à la concurrence et en tenant compte de fluctuation possible du TMM, les effets de la conjoncture actuelle sur les activités de la Banque et sur les conditions d'octroi des crédits Ijara, analyser le comportement de l'évolution du portefeuille selon la politique de crédit et s'assurer du respect des seuils et limites arrêtés par le Conseil d'Administration, la politique de crédit en cas de crise, évaluation de la politique de prudence adoptée par la Banque.

Comité de rémunération :

Le comité de rémunération arrête les procédures et directives liées à la rémunération des cadres de la Banque.

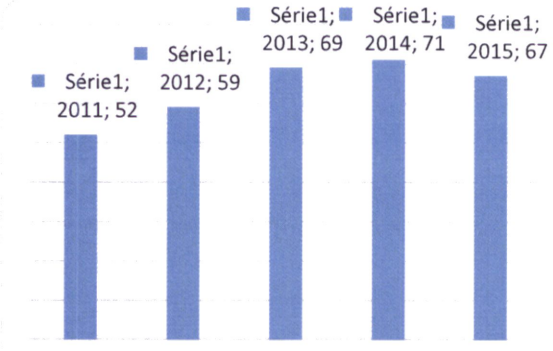
Son rôle est de réviser les éléments ci-après et de faire des recommandations y afférentes :

- La rémunération des cadres et la politique d'incitation ;
- Le plan d'intéressement sous forme d'actions ;
- La rémunération des administrateurs ;
- Les dispositions en matière de retraite ;
- La divulgation des rémunérations dans les documents publics de la Banque, y compris les dépôts à la Bourse et le rapport annuel.

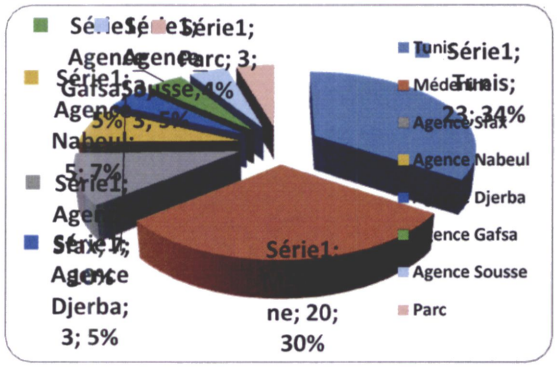
Effectif :

Le capital humain de Wifak Bank compte 67 employés au 31/12/2015 répartis entre le siège social et les sept agences.

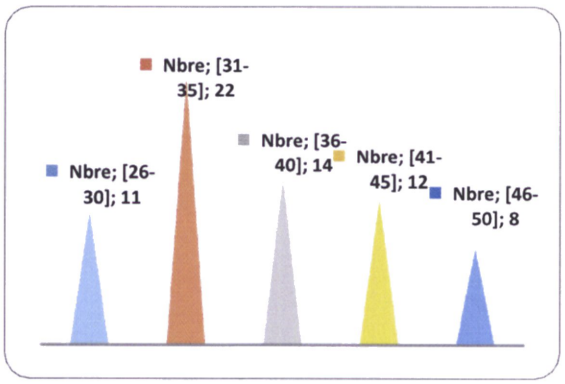
Evolution de l'effectif :



Répartition de l'effectif par zone géographique :

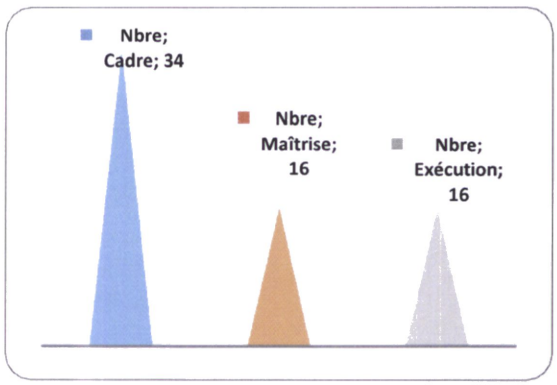


Répartition de l'effectif par tranche d'âge :



Cette répartition indique le niveau de maturité professionnelle (83% plus de 30 ans) et le niveau de l'effectif jeune (70% moins de 40 ans).

Répartition de l'effectif par collège :



Wifak Bank assure un recrutement ciblé confirmé par une planification et un taux d'encadrement important.

Promouvoir le sens d'appartenance

- **Les valeurs**

Dans un environnement en évolution continue, il apparaît essentiel d'être capable de fidéliser les employés et de les faire contribuer au déploiement des nouvelles stratégies de la Banque. Ces éléments créent de nouveaux défis de gestion des ressources humaines qui touchent à la responsabilisation de chacun, au développement du sentiment d'appartenance à la Banque et à la gestion des carrières.

- **La communication Interne**

La Banque a développé une stratégie de communication interne ayant pour objectif d'être à l'écoute de son personnel, augmenter le sens d'appartenance et de développer la créativité et l'initiative chez les employés de la Banque.

Dans ce cadre, Wifak Bank a concentré ses efforts sur le partage de l'information qui se fait, à travers les outils de communication interne, à travers aussi les visites multiples de top management aux différents sites de la Banque et aussi à travers une nouvelle tradition qui vient d'être instaurée qui se traduit par une journée « Rencontre & Echange » ; qui constitue un outil à plusieurs effets :

- Renforcer la communication et les rencontres entre les employés de la Banque et faciliter l'intégration les nouveaux recrutés.
- Mettre à la disposition du personnel des dispositifs pour annoncer les différents axes de la stratégie de la Banque.

- Permettre à tous les employés de la Banque d'avoir eu le privilège de rencontrer dans un cadre agréable le top management.

Développement RH et gestion des compétences

Le développement de Wifak Bank dans le long terme nécessite inévitablement le développement de la compétence de ses ressources Humaines et ce par la planification d'un plan de carrière professionnelle pour chaque employé. De ce fait, la Banque a développé un système d'évaluation et de développement des compétences permettant une meilleure gestion de carrière pour ses employés qui auront une meilleure visibilité sur les perspectives d'avenir. Aussi, cet outil permet à la Banque de disposer d'une source d'identification de besoin de recrutement et de formation.

A partir de ce principe, Wifak Bank a lancé plusieurs actions durant l'année 2015 ayant pour but d'améliorer et gérer ces compétences dans les différents domaines d'activités. Les responsables des différents départements participent actuellement à l'évaluation de leurs équipes, à leur encadrement et à la détermination des objectifs ainsi que leur suivi.

- **Système d'évaluation**

Wifak Bank a développé un système d'évaluation et de développement des compétences permettant une meilleure gestion de carrière pour ses employés qui auront une meilleure visibilité sur les perspectives d'avenir. Ainsi, cet outil permet à la Banque de disposer d'une source d'identification de besoin de recrutement et de formation.

- **Politique de formation**

La politique de formation de Wifak Bank vise à développer l'expertise, la motivation, la polyvalence et les performances individuelles et collectives des employés de l'entreprise. Elle permet ainsi, d'améliorer la qualité des services de l'entreprise, d'augmenter la satisfaction de ses clients et sa part de marché, et de maximiser ses résultats financiers.

La politique de formation retenue s'effectue sur les 4 axes suivants : Expertise, Organisation, Management et Communication.

- **Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC)**

Afin d'accompagner l'évolution du chiffre d'affaire et l'amélioration de sa part du marché, Wifak Bank a mis en place un dispositif tendant à faire face à cette évolution. Ces actions s'articulent sur plusieurs niveaux :

- Renforcement de la polyvalence ;
- Application d'un plan de formation ;
- Mise en place d'un plan de recrutement ;
- Mise en place d'un plan de succession.

Projets RH en cours de réalisation

Afin de pérenniser le capital humain de la Banque par le biais de recrutements ciblés, de la formation et de la gestion de carrière, Wifak Bank s'est inscrite dans cette logique à partir de cette année. Pour ce faire, un lancement de plusieurs projets a été effectué tendant à :

- Développer un outil de communication interne « L'intranet ».

- L'acquisition d'un logiciel en matière des ressources humaines pour mieux gérer les différentes applications relatives à la GRH.

- Révision du plan de formation actuel parallèlement avec son programme de transformation en banque.

Etats Financiers au 31 décembre 2015

BILAN

(Exprimé en D.T.)

	Notes	31/12/2015	31/12/2014 retraité
ACTIFS			
Caisse et avoirs auprès de la BC, CCP et TGT		-	-
Créances sur les établissements bancaires et financiers	3	89 433 215	1 080 340
Créances sur la clientèle	4	249 340 040	241 204 767
Portefeuille-titres commercial	5	77 198	86 425
Portefeuille d'investissement	6	8 102 588	6 877 400
Valeurs immobilisées	7	3 929 597	4 093 283
Autres actifs	8	5 183 519	3 506 860
TOTAL ACTIF		***356 066 157***	***256 849 075***
PASSIF			
Banque centrale et CCP		-	-
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers		15 403	2 568 399
Dépôts et avoirs de la clientèle	9	2 830 709	3 239 628
Emprunts et ressources spéciales	10	165 626 460	192 051 278
Autres passifs	11	20 962 347	14 394 179
TOTAL PASSIF		***189 434 919***	***212 253 484***
CAPITAUX PROPRES			
Capital		150 000 000	20 000 000
Prime d'émission		-	9 500 000
Réserves		10 806 677	9 694 817
Fonds pour risques Bancaires généraux		220 000	220 000
Autres capitaux propres		639 638	628 436
Résultats reportés		25 336	75 212
Effets des modifications Comptables		315 141	155 050
Résultat de l'exercice		4 624 445	4 322 076
TOTAL CAPITAUX PROPRES	12	***166 631 238***	***44 595 591***
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		***356 066 157***	***256 849 075***

Etat de résultat

(Exprimé en D.T.)

	Note	31/12/2015	31/12/2014 retraité
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Marges et revenus assimilés	13	24 670 270	22 448 105
Commissions (en produits)	14	1 075 603	2 156 897
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières		-	199
Revenus du portefeuille d'investissement	15	397 686	139 539
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		***26 143 559***	***24 744 740***
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts encourus et charges assimilées :	16	(13 609 308)	(12 176 757)
Commissions encourues		(88 441)	(80 207)
Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières		(10 628)	-
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		***(13 708 377)***	***(12 256 964)***
PRODUIT NET BANCAIRE		***12 435 182***	***12 487 776***
Dotations aux Provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	17	(2 443 372)	(1 269 841)
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	18	(110 000)	(100 000)
Autres produits d'exploitation		-	-
Frais de personnel	19	(3 296 497)	(3 168 367)
Charges générales d'exploitation	20	(1 546 749)	(1 636 346)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	21	(257 336)	(268 220)
RESULTAT D'EXPLOITATION		***4 781 228***	***6 045 002***
Solde en gain \ perte provenant des Eléments ordinaires		-	-
Impôt sur les bénéfices	22	(156 783)	(1 722 926)
Résultat net de l'exercice		***4 624 445***	***4 322 076***
Effets des modifications comptables (net d'impôt)		315 141	155 050
Résultat après modifications comptables		***4 939 586***	***4 477 126***

Etat des flux de trésorerie

(Exprimé en D.T.)

	NOTE	31/12/2015	31/12/2014
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Encaissements Reçus des Clients		149 319 416	145 905 189
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(13 712 938)	(11 079 285)
Dépôts \ Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers		-	-
Prêts et avances \ Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-	-
Dépôts \ Retraits de dépôts de la clientèle		-	-
Titres de placement		-	-
Sommes versées au personnel, fournisseurs et créditeurs divers		(131 060 330)	(165 548 225)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(227 216)	(731 307)
Impôt et taxes payés		(5 023 669)	(1 294 785)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	23	**(704 737)**	**(32 748 413)**
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		-	-
Acquisitions \ cessions sur portefeuille d'investissement		(1 355 056)	(1 773 093)
Acquisitions \ cessions sur immobilisations		(42 354)	(1 032 492)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	24	**(1 397 410)**	**(2 805 585)**
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emission d'actions		120 000 000	-
Emission d'emprunts		69 893 399	97 643 399
Remboursement d'emprunts		(94 232 130)	(64 467 27)
Augmentation \ diminution ressources spéciales			
Dividendes versés		(2 600 000)	(2 400 000)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		**93 061 269**	**30 776 128**
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités		-	-
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		**90 959 122**	**(4 777 870)**
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	25	**(1 401 634)**	**3 376 236**
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE		**89 557 488**	**(1 401 634)**

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31/12/2015	31/12/2014
ENGAGEMENTS DONNES		
Garanties réelles		-
Engagements de financement donnés	9 162 337	11 825 872
Total	**9 162 337**	**11 825 872**
ENGAGEMENTS RECUS		
Garanties reçues des clients	29 710 807	24 517 746
Intérêts à échoir sur contrats actifs	39 969 100	37 359 591
Total	**69 679 907**	**61 877 137**

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA BANQUE

La Wifack International Bank est la continuation d'El Wifack leasing. En effet, l'assemblée générale extraordinaire tenue le 28 aout 2015 a décidé la conversion de cette dernière en banque universelle.
La même assemblée générale extraordinaire à pris la décision d'augmenter le capital de la société pour le porter de 20 millions de dinars à 150 millions de dinars.
Le capital social de la banque souscrit et versé s'élève au 31 décembre 2015 à la somme de 150.000.000 DT divisé en 30.000.000 actions de 5 DT de nominal chacune.
Sur le plan fiscal, la banque est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de **35%**.

Pour les autres impôts et taxes, la société est soumise aux règles de droit commun.

NOTE 2: PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers de Wifak Bank sont préparés et présentées en respectant :
- Les principes comptables généralement admis prévus par le système comptable tunisien des entreprises.
- Et les principes comptables édictés par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie.

Le respect de la règlementation en vigueur est établi selon l'ordre suivant :
- Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises ;
- Décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité ;
- Les normes comptables du secteur bancaire (NCT 21-NCT 25)
- La norme comptable relative aux contrats de locations (NCT 41)
- La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991, relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée par la circulaire n°99-04 du 19 mars 1999 ;

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

2-1 : Continuité de l'exploitation

Les états financiers ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation.

2-2: Immobilisations utilisées par la société

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la société figurent parmi les actifs au niveau des « **Valeurs Immobilisées** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels suivants :

	Tauxd'amortissement
Logiciels et Licences	33%
Construction	5%
Agencement et aménagement des constructions	10%
Installations générales, Agencement et aménagement Divers	10%
Matériel de transport	20%
Matérielinformatique	16,66%
Equipements de bureau	10%
AutresImmobilisationscorporelles	10%

2-3 : Encours sur crédits Ijara accordés

La Banque adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de Ijara, et ce à partir de 1er janvier 2008.

La Banque est dotée d'un système de gestion intégré pour la gestion de son portefeuille et la génération des écritures comptables. Les biens faisant l'objet de contrats de location-financement sont les biens acquis par la banque et donnés en location pour une durée moyenne qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan au niveau des « **Créances sur la Clientèle**» pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de Ijara portent sur des biens immobiliers (terrains et constructions) et mobiliers (équipements, matériel roulant...).

Il est à signaler que, pendant toute la durée du bail, le bien donné en location demeure la propriété de Wifak Bank, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le céder ou de le nantir.

2-4 : Portefeuille investissement

Sont classés dans la catégorie des placements à long terme (portefeuille d'investissement), les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont, également, des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût, font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées, sauf en ce qui concerne les titres SICAV.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

2-5 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée, au passif du bilan sous la rubrique des « **Emprunts et Ressources Spéciales** ».

2 -6 : Evaluation des provisions

La Banque constitue annuellement une provision des actifs classés conformément aux normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet du circulaire n° 91-24 émise par la Banque Centrale de Tunisie le 17 décembre 1991.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire suscitée sont déterminées de la manière suivante :

Montant de l'engagement + Loyers impayés – Agios réservés – Intérêts de retard réservés – Valeur intrinsèque.

Avec valeur intrinsèque = Valeur d'acquisition – amortissements cumulés

2-6-1 : Les classes :

	Retard de paiement	*Minimum de provision à appliquer par classe*
. A : Actifs courants	-	-
.B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier	*Moins de 90 jours*	-
.B2 : Actifs incertains	*Entre 90 et 180 jours*	***20%***
.B3 : Actifs préoccupants	*Entre 180 et 360 jours*	***50%***
.B4 : Actifs compromis	*Plus que 360 jours*	***100%***

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

2-6-2 : Provision à caractère général

En application le circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée par le circulaire n° n° 2012-09 du 29 juin 2012, la banque a constitué une provision à caractère général dite « provision collective » par prélèvement sur les résultats pour couvrir les risques latents sur l'ensemble des actifs courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1).

2-6-3 : Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21 du 30 décembre 2013, il est constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe B4 est déterminée selon la formule suivante : A=N-M+1 tel que :

A : Ancienneté dans la classe B4 ;

N : Année d'arrêté des états financiers ;
M : Année de la dernière migration vers la classe B4.

Le risque net est la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- Des garanties sous forme de dépôt ou d'actifs financiers susceptible d'être liquidés sans que leur valeur ne soit affectée ;
- Des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n° 91-24.

Les provisions collectives

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91 -24 telle que complétée par la circulaire n°2012-09 du 29 juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique " Dotations aux provisions" en tant que composante du coût du risque encouru par Wifak Bank .

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de Ijara sont déduites des actifs correspondants.

La méthodologie adoptée par la société Wifak Bank pour la détermination de la provision collective se présente ainsi :

i. Le regroupement du portefeuille par secteur d'activité. Les secteurs d'activité retenues sont :

   - Commerce
   - BTP
   - Industrie
   - Tourisme
   - Agriculture

ii. La détermination pour chaque groupe de créances d'un taux de migration moyen sur les 5 derniers exercices TMMgi selon la formule suivante

$$TMMgi = \left(\sum_{N=1}^{n} \frac{\text{Risque additionnel de l'année N}}{\text{Engagement 0 et 1 de l'année N}-1} \right) / n$$

Avec

- Risque additionnel de l'année N = (les engagements 0 et 1 de l'année N -1 du groupe i devenus classés 2, 3 ou 4 à la fin de l'année N) – (les engagements 2, 3 ou 4 de l'année N -1 du groupe i devenus classés 0 ou 1 à la fin de l'année N) ;
- TMMgi : Taux de migration moyen du groupe de créances i ;
- n : Nombre d'années retenues dans le calcul du TMMgi.

iii. Détermination d'un facteur scalaire par groupe de créances « FSgi » traduisant l'aggravation des risques en 2014. La formule de calcul est la suivante :

$$FSgi = \frac{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe i en 2014}}{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du group e i en 2013}}$$

iv. Estimation du taux de provisionnement moyen par groupe de créances « TPMgi » qui représente le taux de couverture des créances additionnelles par les provisions, la période retenue étant 2008-2011 :

$$TPMgi = \left(\sum_{N=1}^{n} \frac{Montant des provisions sur le risque additionnel de l'année N}{Risque additionnel de l'année N}\right)/n$$

Avec TPMgi : Taux de provisionnement moyen du groupe de créances i.

v. Calcul des provisions collectives « PCgi » du groupe i (en %) selon la formule suivante :

$$PCgi = (\text{Engagements gi 0 et 1}) \times TMMgi \times FSi \times TPMgi$$

vi. Les provisions collectives globales « PC » s'obtiennent par la sommation des PCgi

2-6-4 : La valeur du bien en Ijara :

Les principes retenus pour l'évaluation du bien en location sont les suivants:

- ***Matériel standard*: Valeur d'origine** *diminuée d'une* décote de **20%** par année de location
- ***Matériel spécifique*: Valeur d'origine** *diminuée d'une* décote de **40%** par année de location
- ***Immeubles (terrain, construction,...)*: Valeur d'origine** *diminuée d'une* décote de **5%** par année de location

2-6-5 : Les garanties reçues

Bien que Wifak Bank détienne des garanties réelles sur des clients ayant des créances classées, elle les considère comme une garantie supplémentaire atténuant le risque encouru. Ces garanties comprennent essentiellement les hypothèques inscrites.

2.7 : CONVENTION DE PRÉÉMINENCE DU FOND SUR LA FORME

Les opérations effectuées par la banque sont comptabilisées conformément à leur nature et réalité financière sans tenir compte uniquement de leur apparence juridique. C'est le cas des opérations d'Ijara.

2-8 : Comptabilisation des revenus

Actuellement, l'activité de la banque se limite au produit « IJARA »

A ce titre, elle adopte la norme comptable tunisienne NC 41 relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de Ijara, et ce à partir de 1er janvier 2008. Elle a opté pour une application rétrospective.
Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.
Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les intérêts de retard, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que « Produits réservés », venant en déduction de la rubrique « Créances Sur la Clientèle ». Cette méthode de comptabilisation ne concerne que les actifs classés en B2, B3 et B4 ainsi que les créances rééchelonnées non classées et ce conformément aux dispositions de l'article 9 du circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991.

2-9 : Impôt sur les bénéfices
Wifak Bank est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de **35%**.
En vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 décembre 2000 les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de Ijara, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable.
Par ailleurs, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi le taux des provisions déductibles est relevé à 75% au titre des bénéfices réalisés à compter de 2002 jusqu'à l'an 2006 (Article 16 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001). La loi de finances pour la gestion 2005, a porté ce taux à 85% qui demeure en vigueur jusqu'à l'an 2006. De sa part, la loi de finances pour la gestion 2006 a relevé ce taux à **100%** applicable jusqu'au **31 décembre 2009**.

2-10 : Taxe sur la valeur ajoutée
La Banque procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat de Ijara.
Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société sur ses achats de biens et services est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».
En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi à servir au personnel lors de leur départ à la retraite, tel que stipulé par la convention collective du secteur financier, est rattaché à la période d'activité du salarié.

La charge annuelle comptabilisée correspond à la quote-part supportée par l'exercice au titre de tout le personnel titulaire de la société et est calculée sur la base d'une estimation des salaires à servir à chaque salarié lors de son départ à la retraite rapportée au nombre d'année de travail dans la société.

2-11 : Unité monétaire et risque de change
Les états financiers de la société sont arrêtés et présentés en dinar tunisien (DT). Aucune créance ou dette n'est libellée en monnaies étrangères.
Aucun risque de change n'est ainsi couru par la société à la date du 31 décembre 2013.
2-12 : Faits saillants de la période :
L'exercice 2015 a été marqué par :
* La signature d'une convention d'assistance avec le partenaire technique pour assurer la conversion de la dans des bonnes conditions.
* La signature d'un pacte d'actionnaires entre les principaux actionnaires actuels et futurs de la Banque.
* La réalisation de l'augmentation du capital de la société pour le porter de 20 MDT à 150 MDT.
* L'accomplissement de toutes les formalités Juridiques de la conversion de la société en banque universelle portant la dénomination « **Wifack International Bank** ».
* La conversion de tous les contrats leasing en contrats Ijara.

2-13 : Changement de méthode de présentation

La société ayant obtenu l'agrément d'exercer l'activité bancaire ; ainsi, et par rapport au 31 décembre 2014, les états financiers arrêtés au 31 Décembre 2015 sont présentés selon la norme comptable NCT 21 relative à la Présentation des états financiers des établissements bancaires.

Les données relatifs à l'exercice 2014 ont été, à cette fin, retraité en proforma.

2-14 : Modification comptable

La société a pris en compte en 2015, la comptabilisation des intérêts de retard dont leur degré de recouvrement est important. Les intérêts constatés en produits à recevoir concernent les exercices 2015 et antérieurs. Pour les besoins de comparabilité, les données de 2014 ont été retraitai suite à la comptabilisation des intérêts de retard revenant aux exercices antérieurs à 2015 touchant ainsi l'effet des modifications comptables.

NOTE 3 : Créances sur les établissements bancaires et financiers

L'analyse des Créances sur les établissements bancaires et financiers se présente comme suit :

	31-déc	
	2015	**2014**
Banques	89 461 811	1 067 761
Effets remis à l'encaissement (a)	32 280	10 706
Caisse	1 601	1 873
TOTAL	**89 495 692**	**1 080 340**
Provisions sur actifs financiers	(62 477)	-
Créances nettes	**89 433 215**	**1 080 340**

(a) : les effets remis à l'encaissement sont présentés au niveau de la rubrique « Créances sur la clientèle». Seuls les effets encaissés à la date de l'arrêté des états financiers sont présentés au niveau des « liquidités et équivalents de liquidités ».

NOTE 4 : Créances sur la clientèle

La valeur nette de créances sur la clientèle, au 31 décembre 2015, a atteint **249 340 040 DT** contre **241 204 767 DT** au 31 décembre 2014, enregistrant une augmentation de 8 135 273 DT.

Les encours financiers des créances d'Ijara s'analysent comme suit :

	31-déc	
	2015	**2014**
Créances IJARA : Encours Financiers	243 652 591	233 108 906
Créances IJARA (encours des contrats non mis en force)	763 107	3 779 994
Créances IJARA : Impayés et autres facturations	18 016 781	14 786 937
Marges constatées d'Avance	(1 193 394)	(1 113 727)
S/Total	**261 239 085**	**250 562 110**
Marge réservée	(817 346)	(664 250)
Provisions – créances sur la clientèle	(11 081 699)	(8 693 093)
S/Total	**(11 899 045)**	**(9 357 343)**
Solde au 31 décembre	**249 340 040**	**241 204 767**

ANALYSE DES IMPAYES ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B2 Actifs incertains	B3 Actifs préoccupants	B4 Actifs compromis	
Encours financiers	*102 123 992*	*132 889 240*	*172 922*	*219 637*	*8 246 800*	**243 652 591**
Impayés	*84 167*	*10 483 659*	*69 282*	*143 919*	*4 604 651*	**15 385 678**
Avances et acomptes reçus (a)	*-1 635 070*	*-1 040 927*	*0*	*0*	*-154 476*	**-2 830 473**
Autres créances	*275 364*	*1 002 353*	*7 738*	*16 179*	*1 307 412*	**2 609 046**
TOTAL DES IMPAYES, AUTRES CREANCES & AVANCES ET ACOMPTES	***-1 275 539***	***10 445 085***	***77 020***	***160 098***	***5 757 587***	**15 164 250**
TOTAL DES ENCOURS, IMPAYES, AUTRES CREANCES & AVANCES ET ACOMPTES (1)	***100 848 453***	***143 334 325***	***249 942***	***379 735***	***14 004 387***	***258 816 841***
Produits réservés		*65 650*	6 639	15 643	729 413	**817 346**
Provisions suivant cir 91-24			*7 457*	*63 831*	*9 629 837*	**9 701 126**
Provisions additionnelles			*0*	*0*	*110 466*	**110 466**
Provisions collectives		*1 270 107*	*0*	*0*	*0*	**1 270 107**
TOTAL DES PROVISIONS ET AGIOS RESERVES (2)		***1 335 757***	***14 096***	***79 474***	***10 469 717***	**11 899 045**

Ratio de couverture des créances classées (1) / (2)	***5,64%***	***20,93%***	***74,76%***
	72%		

NOTE 5 : PORTE FEUILLE TITRES COMMERCIAL

Le portefeuille titre commercial se compose principalement d'actions cotées détenues à des fins de transaction et dont le montant s'élèvent au 31 décembre 2015 à 77 198 DT contre 86 425 DT au 31 décembre 2014.

NOTE 6 : PORTEFEUILLE INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille investissement se présente comme suit :

		Au 31 décembre (En DT)	
		2015	**2014**
Titres de participation	(a)	*1 123 100*	1 123 100
Fonds d'investissement	(b)	6 790 000	5 390 000
Prêts sur Fonds Social		299 488	364 300
Emprunt Obligataire National		200 000	200 000
Valeur brute		8 412 588	7 077 400
Provision (d)		(310 000)	(200 000)
TOTAL		8 102 588	6 877 400

(a): Les titres de participation s'analysent au 31 décembre 2015 comme suit :

Emetteur	Nombre d'actions	Valeur Nominale	TOTAL	Date de souscription	% détenu du capital
MED FOOD S.A	100	1.000	**100.000**	2003	3.33%
ERRIADA IMMOB	24.600	5	**123.000**	2008-2009	16.4%
ERRIADA SICAR	180.000	5	**900.000**	2009-2010	98%
INSTITUT DE L'APBEF	1	100	**100**	2010	0,1%
TOTAL			**1.123.100**		

(a) : Le fonds d'investissement s'analyse au 31 décembre 2015 comme suit :

SICAR	MONTANT	Date d'affectation	Nature
SODIS-SICAR S.A	**490 000**	2003-2004-2005	F.G.
ERRIADA SICAR	**6 300 000**	2009/2012/2013/2014/2015	F.G.
TOTAL	**6 790 000**		

(d) : Il s'agit d'une provision pour dépréciation des participations détenues dans le capital de la société MEDFOOD directement par la Wifak Bank pour 100 000 Dinars et sous forme de fonds gérés à travers SODIS SICAR pour 150 000 Dinars ainsi qu'une provision pour dépréciation des participations détenant dans le capital de la société SERPSUD sous forme de fonds gérés à travers ERRYADA SICAR pour 60 000 dinars.

NOTE 7 : VALEURS IMMOBILISEES

La valeur brute des Valeurs immobilisées s'élève au 31 décembre 2015 à 5 681 365 DT.

Le détail de ces valeurs au 31 décembre 2015 se présente ainsi :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES VALEURS IMMOBILISEES Au 31 décembre 2015 (Exprimé en dinars)

DESIGNATION	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VALEUR COMPTABLE
	AU 01/01/2015	ACQUISIT° du 01/01/2015 au 31/12/2015	CESSION du 01/01/2015 au 31/12/2015	AU 31/12/2015	AU 01/01/2015	DOTATIONS du 01/01/2015 au 31/12/2015	REINTEGRATIONS DES AMORTISS. du 01/01/2015 au 31/12/2015	CUMULE AU 31/12/2015	NETTE AU 31/12/2015
Terrain	2 291 768	-	-	2 291 768	-	-	-	-	2 291 768
Constructions	1 588 423		-	1 588 423	421 730	79 421	-	501 151	1 087 272
Agenc & Aménag. des constructions	141 184	1 000	-	142 184	80 809	10 269	-	91 078	51 106
Installations générales A.A.Divers	169 956	11 472	-	181 428	71 959	16 658	-	88 617	92 811
Matériel de transport	754 450	-	97 050	657 400	602 031	59 815	97 050	564 796	92 604
Matériel informatique	377 340	25 003	-	402 343	187 144	48 266	-	235 410	166 933
Equipements de bureau	160 423	271	-	160 694	112 650	11 515	-	124 165	36 529
Autres Immobilisations corporelles	982	-	-	982	387	73	-	460	522
Immobilisations en cours	70 474	32 824	-	103 298	-	-	-	-	103 298
Logiciels	99 325	-	-	99 325	98 101	1 224	-	99 325	-
Licences	53 520	-	-	53 520	39 751	7 015	-	46 766	6 754
TOTAUX	**5 707 845**	**70 570**	**97 050**	**5 681 365**	**1 614 562**	**234 256**	**97 050**	**1 751 768**	**3 929 597**

NOTE 08 : AUTRES ACTIFS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

(En DT)

	31 décembre 2015	2014
Charges à repartir	729 706	304 340
Avances aux fournisseurs	35 954	35 524
Prêt fonds social à – un an	78 591	58 723
Etat, retenue à la source	-	1 434
Crédit de TVA à reporter	46 258	1 115 116
Acomptes Provisionnels	1 473 050	-
TVA à régulariser	512 235	550 090
Personnel avances	22 834	21 317
Compte d'attente	284 937	74 508
Débiteurs divers	6 958	6 603
Dépôt et cautionnement versées	395 943	612 604
Charges constatées d'avance	215 764	310 156
Produits à recevoir	1 522 199	673 132
TCL à régulariser	88 159	88 159
TTOTAL VALEUR BRUTE	**5 412 588**	**3 851 706**
Provisions pour dépréciation des autres actifs courants(*)	**(229 069)**	**(344 846)**
TOTAL NET	**5 183 519**	**3 506 860**

NOTE 9 : DEPOTS ET AVOIRS DE LA CLIENTELE

Le détail des dettes envers la clientèle est le suivant :

	31 décembre	
	2015	2014
Avances et acomptes reçus des clients	2 830 709	3 239 628
TOTAL	**2 830 709**	**3 239 628**

NOTE 10 : EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES

Les emprunts et les dettes rattachés totalisent en date du 31 décembre 2015 la somme de 165 626 460 DT contre 192 051 278 DT au 31 décembre 2014. Le détail est comme suit :

	31 décembre	
	2015	2014
Emprunts (échéances à plus d'un an) (a)	60 253 075	77 025 021
Emprunts (échéances à moins d'un an) (b)	90 115 101	92 531 882
Billets de trésorerie	12 500 000	17 650 000
Dettes rattachées (c)	2 758 284	3 250 976
Effets escomptés	-	1 593 399
TOTAL	**165 626 460**	**192 051 278**

(a) Les emprunts à plus d'un an au 31 décembre 2015 s'analysent comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2015	2014
▪ Emprunt Obligataire	8 000 000	16 000 000
▪ Emprunt Amen Bank	11 140 650	10 541 695
▪ Emprunts BH	2 968 585	3 911 746
▪ Emprunts Attijari BANK	-	494 274
▪ Emprunts BT	2 400 000	4 800 000
▪ Emprunts ATB	5 653 948	6 669 737
▪ Emprunts BTE	2 986 808	3 922 891
▪ Emprunts STB	3 503 831	8 552 084
▪ Emprunts BTL	2 500 000	3 500 000
▪ Emprunts ABC Bank	4 399 253	6 932 594
▪ Emprunts BNA	6 700 000	11 700 000
▪ Emprunts QNB	10 000 000	-
Total	**60 253 075**	**77 025 021**

(b) Les emprunts à moins d'un an au 31 décembre 2015 s'analysent comme suit :

	31 décembre	
	2015	2014
Echéances à moins d'un an sur Emprunt Obligataire	8 000 000	8 000 000
Echéances à moins d'un an sur crédits à Moyen Terme	82 115 101	84 531 882
TOTAL	90 115 101	92 531 882

(c) Les dettes rattachées représentent les intérêts courus non échus en date de clôture.

NOTE 11 : AUTRES PASSIFS

Le solde de cette rubrique au 31/12/2015 a atteint 20 962 347 DT contre 14 224 488 DT au 31/12/2014 et s'analyse comme suit :

	31-décembre	
	2015	2014 retraité
Fournisseurs d'immobilisations Ijara	5 180 247	3 052 926
Fournisseurs factures non parvenues	1 588 417	4 556 276
Fournisseurs d'immo Ijara, effets à payer	10 800 770	3 964 504
Fournisseurs divers	156 196	153 490
Dettes provisionnées pour congés payés	547 524	490 576
Personnel, rémunérations dues	1 230	1 230
Avance sur TFP	41 940	13 178
Etat impôts et taxes	511 340	288 839
Organismes sociaux	136 824	122 912
Charges à payer	1 373 938	879 322
Compte d'attente	33 108	73 231
Assurances	673	5 503
Impôt sur les bénéfices de la période	326 465	550 246
Assurance clients	174 929	172 743
Provisions pour indemnité de départ à la retraite	88 747	69 202
TOTAL	20 962 347	14 394 178

NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres au 31 décembre 2015 se sont élevés à 166 631 238 DT contre 44 595 591 DT au 31 décembre au 2014 .

Le détail des capitaux propres se présente comme suit :

(En DT)

	31 décembre 2015	2014
Capital	150 000 000	20 000 000
Prime d'émission (*)	-	9 500 000
Réserve légale	1 351 677	1 139 817
Fonds social	639 639	628 436
Réserves pour réinvestissements exonérés	7 810 000	6 410 000
Fonds pour risques bancaires généraux	220 000	220 000
Autres réserves (*)	1 645 000	2 145 000
Résultats reportés	25 336	75 212
Effets de Modifications Comptables	315 141	155 050
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT DE LA PERIODE	**162 006 793**	**40 273 515**
Résultat de la période	**4 624 445**	**4 322 076**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	**166 631 238**	**44 595 591**

(*) Suite à la décision de l'AGE du 28/08/2015 d'incorporer une partie des réserves pour un montant de 10.000.000 dt par l'attribution des actions gratuites lors de la 1ère phase de l'augmentation, les primes d'émission ont été diminué de 9.500.000 dts et les autres réserves pour 500.000 dts.

L'analyse des capitaux propres se présente comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
Au 31 décembre 2015
(Exprimé en dinars)

Désignation	Capital Social	Primes D'émission	Réserve légale	Fonds Social	Réserves pour réinvest.	Autres Réserves	Résultats reportés	Modifications Comptables	Résultat de la période	TOTAL
Solde 31/12/2014 Avant retraitement	20 000 000	9 500 000	1 139 817	628 436	6 410 000	2 365 000	75 212	-	4 161 985	**44 280 450**
Retraitement 2014 – Effet des modifications comptable (*)	-	-	-	-	-	-	-	155 050	160 091	**315 141**
Solde au 31 décembre 2014 Après retraitement	20 000 000	9 500 000	1 139 817	628 436	6 410 000	2 365 000	75 212	155 050	4 322 076	**44 595 591**
Augmentation de Capital Social	130 000 000	(9 500 000)	-	-		(500 000)	-	-	-	**120 000 000**
Affectations approuvées par l'AGO du 05/06/2015	-	-	211 860	-	1 400 000		(49 875)	-	(1 561 985)	-
Dividendes versés sur le bénéfice 2014	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 600 000)	**(2 600 000)**
Intérêts sur fonds social	-	-		11 202	-	-	-	-	-	**11 202**
Résultat au 31 décembre 2015	-	-	-	-	-	-	-	-	4 624 445	**4 624 445**
Solde au 31 décembre 2015	**150 000 000**	-	**1 351 677**	**639 638**	**7 810 000**	**1 865 000**	**25 337**	**155 050**	**4 784 536**	**166 631 238**

(*) : Cf Note 2.14

NOTE 13 : MARGES ET REVENUS ASSIMILES

L'évolution des emplois et des ressources au cours de l'exercice 2015 accompagnée du renforcement des produits et de la maîtrise des charges, a permis de dégager des revenus d'un montant *de 24 670 270* DT contre 22 432 473 DT au 31/12/2014 enregistrant, ainsi une amélioration de 2 237 797 DT soit 9,98 %.

L'analyse des revenus de Ijara se présente ainsi :

(En DT)

	31 décembre 2015	2014
Revenus d'Ijara	**23 636 101**	**21 521 068**
Variation des produits réservés	**(153 095)**	**(93 626)**
Autres Produits IJARA	**927 078**	**758 737**
Revenu des dépôts auprès des établissements financiers	**260 186**	**15 632**
Total des Intérêts et revenus Assimilés	**24 670 270**	**22 432 473**

NOTE 14 : COMMISSIONS

Le détail de cette Rubrique au 31/12/2015 est le suivant :

(En DT)

	31 décembre 2015	2014
Frais de rejet	**420 081**	**366 728**
Frais de dossiers et de suivi	**246 133**	**272 767**
Frais de résiliation, produits sur rachat & cession	**409 389**	**1 517 402**
TOTAL	**1 075 603**	**2 156 897**

NOTE 15 : Revenus du portefeuille d'investissement

Cette rubrique a enregistré une valeur de 397 686 dt au 31/12/2015 contre 139 539 dt soit une augmentation de 258 147 DT.

NOTE 16 : INTERETS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILEES

Le solde de cette rubrique a atteint 13 609 308 DT au 31/12/2015 contre 12 176 757 DT au 31/12/2014, soit une variation de 1 432 551DT. Il représente les charges financières sur les crédits obtenus.

NOTE 17 : DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RESULTAT DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES, HORS BILAN ET PASSIFS

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2015 à 2 443 372 DT contre 1 269 840 DT au 31 décembre 2014 et s'analyse comme suit :

	2015	2014
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances	3 036 295	2 478 544
Dotations aux provisions collectives	200 000	99 042
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	95 797	156 458
Reprises de provisions suite aux recouvrements des créances	(847 689)	(1 464 204)
Reprise sur provision sur autres actifs	(149 096)	-
Pertes sur créances	108 065	-
Total	**2 443 372**	**1 269 840**

NOTE 18 : DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RESULTAT DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

Le solde de cette rubrique a atteint 110 000 DT au 31 décembre 2015 contre 100 000 DT au 31 décembre 2014.

NOTE 19 : FRAIS DE PERSONNEL

L'analyse des charges de personnel se présente comme suit :

(En DT)

	31-déc	
	2015	2014
Salaires et compléments de salaires	**2 795 077**	**2 481 423**
Congés à payer	**55 940**	**184 728**
C.N.S.S	**372 877**	**413 431**
Accident de travail	**11 708**	**10 971**
Assurance groupe	**41 349**	**41 735**
Provisions départ à la retraite	**19 546**	**36 079**
Total des charges de personnel	**3 296 497**	**3 168 367**

NOTE 20 : CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2015 à 1 546 749 DT contre 1 636 345 DT au 31 décembre 2014. Elles sont analysées comme suit :

	31-déc	
	2015	2014
Achat fournitures	119 142	169 626
Carburant	48 317	59 993
Impôts et taxes	210 990	414 788

Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	398 834	294 091
Frais postaux et télécommunication	153 464	174 833
Entretien, réparation et maintenance	181 378	155 334
Déplacements, missions et réceptions	80 753	68 918
Dons et subventions	11 000	6 371
Location	85 446	69 501
Jetons de présence	106 875	73 125
Charges BVMT & STICODEVAM	32 355	26 270
Publicité publication et relations publiques	39 368	39 418
Primes d'assurance	36 550	39 867
Etude, recherche	12 982	15 972
Electricité et eau	29 295	23 045
Autres	-	5194
TOTAL	**1 546 749**	**1 636 346**

NOTE 21 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROPRES ET AUX RESORPTIONS DES CHARGES A REPARTIR

Les dotations aux amortissements et résorptions ont enregistré une diminution de 10 884 DT par rapport au 31 décembre 2014. Elles se détaillent au 31 décembre 2015 comme suit:

(En DT)

	31 décembre 2015	2014
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	**8 239**	**7 415**
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	**226 017**	**237 724**
Dotations aux résorptions des charges à répartir (a)	**23 080**	**23 081**
TOTAL	**257 336**	**268 220**

(a) : la résorption des frais d'émission des emprunts et des primes de remboursement des obligations est présentée au niveau des charges financières

NOTE 22 : IMPOT SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé sur la base d'un taux de l'impôt sur les bénéfices de 35%.

Le bénéfice fiscal est déterminé compte tenu d'un réinvestissement d'un montant de 4.500.000 dt et de la déductibilité des provisions sur dépréciation des créances, et ce conformément aux dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS applicables aux sociétés de leasing.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2015 comparé à l'année 2014 se présente comme suit :

	(En DT)	
	31 décembre	
	2015	2014
Impôt sur les bénéfices	**156 783**	**1 722 926**
Impôt sur les bénéfices de la période	**156 783**	**1 722 926**

NOTE 24 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation totalisent au 31 décembre 2015 à (-) 704 737 dts contre (-) 32 748 413 DT au 31 décembre 2014.
Le détail des flux d'exploitation est le suivant :

	2015	2014
Encaissements Reçus des clients	149 319 416	145 905 189
Charges d'exploitation bancaire décaissées (Intérêts sur Crédits)	- 13 712 938	- 11 079 285
Sommes versées au personnel, aux Fournisseurs et créditeurs divers	- 131 060 330	- 165 548 225
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	- 227 216	- 731 307
Impôts et Taxes payés	- 5 023 669	- 1 294 785
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**- 704 737**	**- 32 748 413**

NOTE 25 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2015, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement totalisent (-) 1 397 410 DT contre (-)2 805 585 DT au 31 décembre 2014 présentant le détail suivant :

	2015	2014
Acquisitions \ cessions sur portefeuille d'investissement	- 1 355 056	- 1 773 093
*Acquisitions \ cessions sur immobilisations	- 42 354	- 1 032 492
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**- 1 397 410**	**- 2 805 585**

NOTE 26 : FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

Au 31 décembre 2015, les flux de trésorerie provenant des activités de financement présentent un total de 93 061 269 DT contre 30 776 128 DT au 31 décembre 2014.

Le détail des flux de trésorerie provenant des activités de financement se présente ainsi :

	2015	2014
Emission d'actions	120 000 000	-
Emission d'emprunts	69 893 399	97 643 399
Remboursement d'emprunts	- 94 232 130	- 64 467 271
Augmentation \ diminution ressources spéciales		
Dividendes versés	- 2 600 000	- 2 400 000
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**93 061 269**	**30 776 128**

NOTE 27 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

- Les états financiers arrêtés au **31 décembre 2015** tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au 25 mars 2016, date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration de la société.

بنك الوفاق
WIFAK BANK

مشروع التقرير السنوي
2015

المحتوى

تركيبة مجلس إدارة البنك 3
هيكلة رأس مال البنك 4
أبرز الأرقام 5
نشاط البنك 5
الاستغلال 6
أبرز المستجدات 7
الظرف الاقتصادي 8
نشاط البنك 9
مجموع الموازنة 9
الموارد 9
الموارد الذاتية: 9
الاقتراضات والموارد الخصوصية: 10
الاستعمالات 10
التمويلات للحرفاء 10
محفظة استثمار 13
السيولة 13
نتائج البنك 14
الإيرادات الصافية للإجارة 14
الناتج البنكي الصافي 14
الأعباء التشغيلية 15
نتيجة الاستغلال 15
النتيجة الصافية للسنة المحاسبية 15
تطور سعر تداول السهم 15
الحوكمة 17
تنظيم مجلس الإدارة 17
تركيبة مجلس الإدارة 17
قواعد استقلالية أعضاء مجلس الإدارة 17
النظام الداخلي لمجلس الإدارة 17
أشغال مجلس الإدارة خلال سنة 2015 19
اللجان المنبثقة عن مجلس الإدارة 19
اللجنة الدائمة للتدقيق الداخلي 19
لجنة المخاطر 19

اللجنة التنفيذية للقرض 20
لجنة تحديد الأجور 20
التقرير الاجتماعي 21
الموارد البشرية 21
ترسيخ الشعور بالانتماء 21
تنمية الموارد البشرية والتصرف في المهارات 22
مشاريع بصدد الانجاز 22
القوائم المالية إلى غاية 31 ديسمبر 2015 ..... Erreur ! Signet non défini25
ايضاحات حول القوائم المالية 2829
تقرير مراقبي الحسابات 43

تركيبة مجلس إدارة البنك

السيد محمد ملّوس
الرئيس المؤسس

السيد محمد خالد عبودي
المؤسسة الإسلامية لتنمية القطاع الخاص

السيد محمد ماهر مناعي
المؤسسة الإسلامية لتنمية القطاع الخاص

السيدة رفيقة عكاري
الشركة التونسية للبنك

السيد محمد هادي بن عياد

السيد جمال بالحاج
صندوق الودائع والأمانات

السيد محمد حبيب كراولي
عضو مستقل

السيد محفوظ باروني
عضو مستقل

السيد محمد سعيدان
عضو ممثل عن صغار المساهمين

الرئيس المدير العام : السيد محمد ملّوس

مراقبا الحسابات:

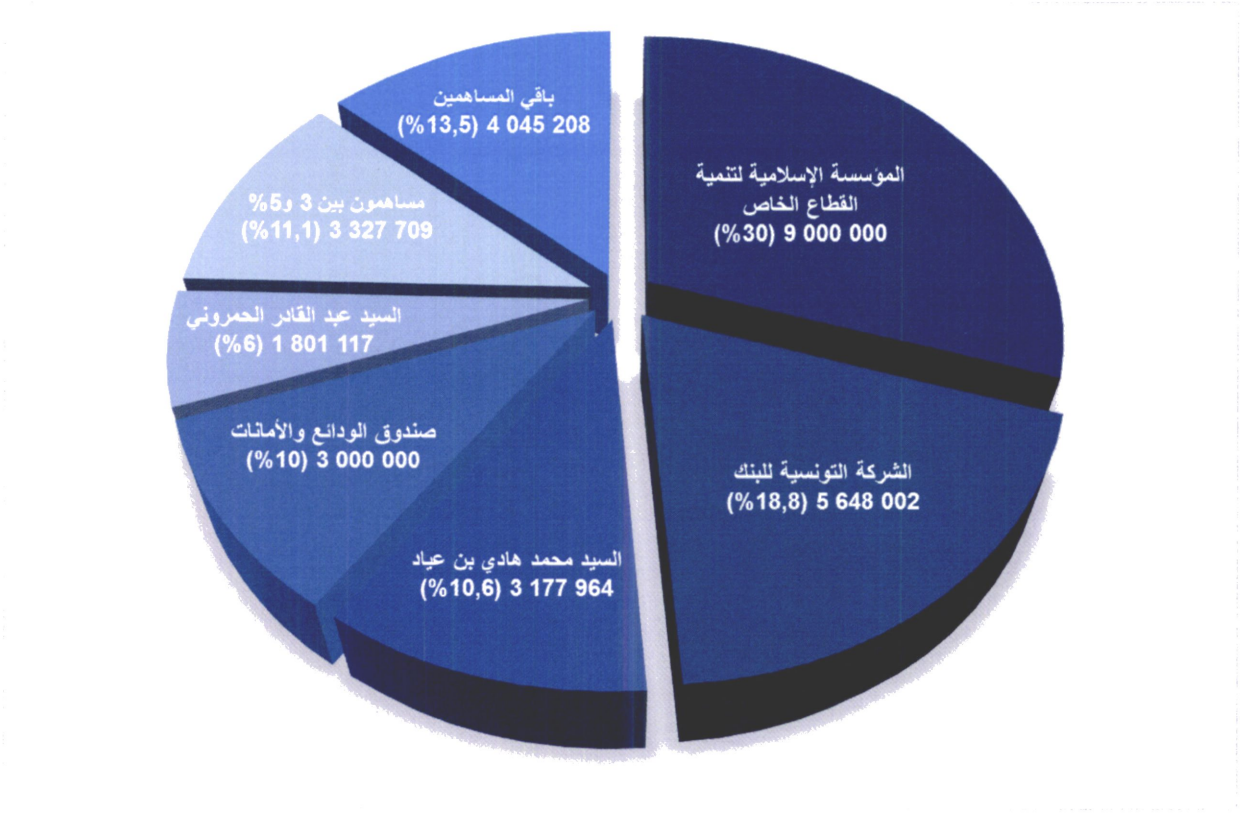
KPMG TUNISIE

TCA Audit

هيكلة رأس مال البنك

عدد الأسهم: 30 000 000 سهم

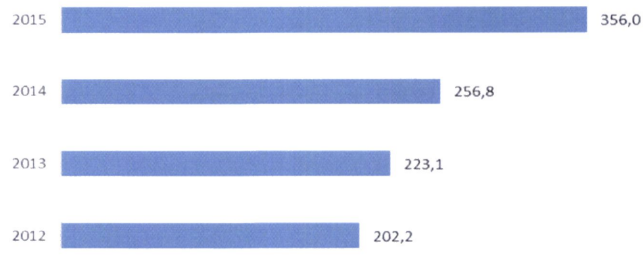
رأس المال: 150 مليون دينار



أبرز الأرقام

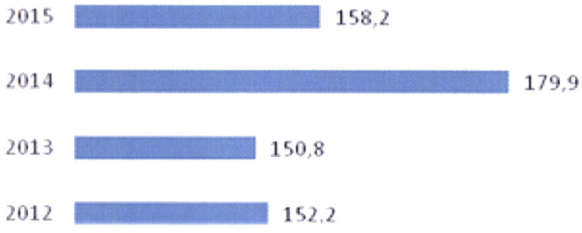
نشاط البنك

الموازنة (م د)



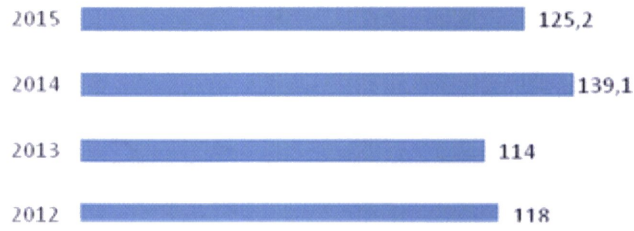
تغييرات 2015/2014: +38,6%

المصادقات (م د)



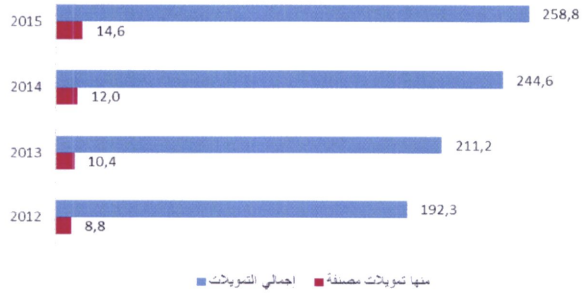
تغييرات 2015/2014: -12%

الدفوعات (م د)



تغييرات 2015/2014: -10%

قائم التمويلات (م د)

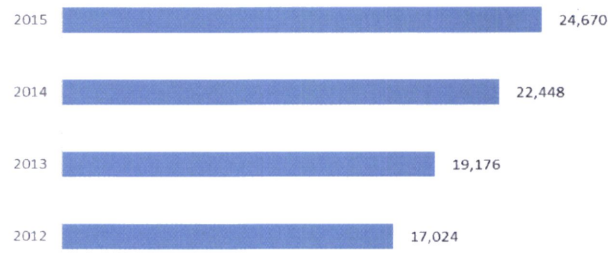


تغييرات 2015/2014: +5,8%

	2012	2013	2014	2015
الموارد الذاتية (م د)	27,080	42,508	44,596	166,631
مجموع المدخرات والفوائد المخصصة (م د)	7,284	8,150	9,357	11,899
نسبة التمويلات المصنفة	4,64%	4,91%	4,90%	5,65%
نسبة تغطية التمويلات المصنفة	71,1%	69,4%	69,1%	72,2%

الاستغلال

الإيرادات الصافية للإجارة (م د)



تغييرات 2015/2014: +9,9%

الناتج البنكي الصافي (م د)

تغييرات 2015/2014: -0,4%

النتيجة الصافية (م د)

تغييرات 2015/2014: +10,3%

مؤشر الاستغلال

تغييرات 2015/2014: -8,7%

	2012	2013	2014	2015
مؤشر الاستغلال	34,56%	39,00%	44,90%	41,00%
مردودية الأصول	2,15%	1,92%	1,80%	1,51%
مردودية الأموال الذاتية	15,20%	11,70%	9,92%	4,38%

أبرز المستجدات

1- تميزت بداية سنة 2015 بمصادقة مجلس إدارة الوفاق للإيجار المالي على خارطة الطريق المتعلقة بتحويل الشركة إلى بنك شمولي. وتتضمن هذه الخارطة 5 محاور رئيسية لضمان نجاح العملية:

- العنصر الاستراتيجي والحوكمة الذي يغطي استراتيجية البنك بالتلائم مع نموذج الأعمال المعتمد وإرساء هياكل الحوكمة على غرار الهيئة الشرعية.
- العنصر التنظيمي المتعلق بالنظام المعلوماتي وتنظيم وإجراءات البنك.
- عنصر رأس المال البشري المتعلق بالانتداب المستهدف والتكوين المناسب.
- ضرورة معالجة الأصول والخصوم لجعلها مطابقة لأحكام الشريعة.
- الجانب القانوني الذي يعالج تغيير النظام الأساسي، والجلسات العامة وجميع الإجراءات القانونية والرقابية اللازمة.

2- وفي هذا الإطار قامت الشركة يوم 2 مارس 2015 بإمضاء اتفاقيتين:

- تتمثل الأولى في اتفاقية تؤطر العلاقة بين أبرز المساهمين الحاليين والمستقبليين.
- وتتمثل الثانية في اتفاقية مساعدة فنية مع المؤسسة الإسلامية لتنمية القطاع الخاص من أجل قيادة وتأمين عملية التحول الكامل للشركة إلى بنك يوفر منتجات مطابقة لأحكام الشريعة وفي أفضل الظروف والآجال الممكنة.

3- صادقت الجلسة العامة الخارقة للعادة المنعقدة بتاريخ 28 أوت 2015 لتعديل الغرض الاجتماعي للشركة والترفيع في رأس مالها من 20 إلى 150 مليون دينار واعتماد إجراءات قانونية جديدة.

4- تم في شهر سبتمبر 2015 تجسيم عملية الترفيع في رأس المال وفقا للآجال المخصصة لممارسة حق الأفضلية في الاكتتاب حيث شارك المساهمون التاريخيون بالإضافة إلى الشريكين الاستراتيجيين الجديدين وهما المؤسسة الإسلامية لتنمية القطاع الخاص وصندوق الودائع والأمانات.

5- انطلق البنك ابتداءا من 20 نوفمبر 2015 في نشاطه الفعلي كبنك شمولي مقتصرا على منتوج وحيد حاليا وهو الإجارة المطابق لمقتضيات الشريعة وذلك بعد تحويل جميع قروض الإيجار المالي إلى تمويلات إجارة.

6- تميزت بداية سنة 2016 بمصادقة الجلسة العامة العادية المنعقدة بتاريخ 12 جانفي 2016 على مراجعة تركيبة مجلس إدارة البنك.

7- تصنيف البنك:

تميزت بداية سنة 2016 بتحسين تصنيف البنك من قبل وكالة فيتش من BBB- إلى AA+ مع آفاق مستقبلية مستقرة. ويعكس هذا التصنيف المسند للبنك الدعم الذي يمكن أن يوفره له المساهم الاستراتيجي الرئيسي عند الاقتضاء.

كما ركزت وكالة فيتش أيضا على جودة أصول البنك ونسب كفاية رأس ماله الجيدة على الرغم من انخفاض مستوى النمو سنة 2015.

الظرف الاقتصادي

على الصعيد العالمي، راجع صندوق النقد الدولي في تقريره حول الآفاق الاقتصادية في العالم الصادر في جانفي 2016 تقديراته للنمو الاقتصادي العالمي المتوقع لسنة 2016 الذي من المتوقع أن يبلغ 3,4% مقابل توقعات سابقة بلغت 3,6%، فيما بلغت نسبة النمو 3,1% خلال سنة 2015. ولاحظ صندوق النقد الدولي أيضا أن آفاق النمو في العالم لا تزال تخضع للعديد من المخاطر بما في ذلك التباطؤ الاقتصادي العام في الدول الصاعدة والنامية وإعادة التوازن للاقتصاد الصيني، بالإضافة إلى انخفاض الأسعار العالمية للمواد الأساسية والتخلي عن السياسة النقدية الفائقة الحرية في الولايات المتحدة الأمريكية.

على الصعيد الوطني، سجل النشاط الاقتصادي لسنة 2015 ركودا في القطاعات الإنتاجية الرئيسية باستثناء قطاع الفلاحة وصيد البحري الذي استفاد من الموسم الاستثنائي لزيت الزيتون.

وقد أثرت الأحداث الإرهابية بشكل كبير على النشاط في سوق الخدمات وخاصة قطاعي السياحة والنقل الذين شهدا تدهورا حادا في مؤشراتهما حتى مقارنة بسنة 2011. كما شهدت أبرز قطاعات الصناعات المعملية تراجعا في الإنتاج - باستثناء الصناعات الغذائية - على الرغم من الانتعاش المسجل في النمو الاقتصادي في منطقة الاتحاد الأوروبي. ومن جانبها، سجلت أبرز قطاعات الصناعات غير المعملية تراجعا شمل الإنتاج المنجمي وبدرجة أقل إنتاج الطاقة.

ومن جانبها، استقرت نسبة التضخم خلال سنة 2015 في نفس مستوى سنة 2014 أي 4,9%.

وشهدت المدفوعات الخارجية خلال سنة 2015، تطورا في ظل محيط وطني ما يزال هشا ومتسما بضعف النشاط الاقتصادي، الأمر الذي أثّر سلبا على صادرات قطاع الصناعات الاستخراجية وبدرجة أقل الصناعات المعملية. وعلاوة على ذلك، فإن تدهور المناخ الأمني تبعا للهجمات الإرهابية في شهري مارس وجوان 2015 قد أضرّ مباشرة وبحدّة بالقطاع السياحي الذي تراجعت مداخيله بـ 1,3 مليار دينار مقارنة بسنة 2014.

وقد بلغ الحساب الجاري 7,6 مليار دينار أي ما يمثل 8,7% من إجمالي الناتج المحلي مواصلا بذلك الانحدار المسجل منذ سنة 2011. أما بالنسبة لصافي دخول رؤوس الأموال الأجنبية، فقد سجلت ارتفاعا جيدا لتبلغ 8,4 مليار دينار في سنة 2015 ومكنت من تمويل العجز الجاري وتحقيق فائض بـ 783 مليون دينار في مستوى الميزان العام للمدفوعات.

وعلى هذا الأساس، بلغ مستوى صافي الموجودات من العملة الأجنبية 14.102 مليون دينار أي ما يعادل 128 يوما من التوريد في نهاية سنة 2015 مقابل 13.097 مليون دينار و112 يوما في نهاية سنة 2014.

وفيما يتعلق بتمويل الاقتصاد، فقد سجل تباطؤا ملحوظا (6.4٪ مقابل 9.4٪) منجرا أساسا عن انخفاض قائم محفظة الإسقاط (1672 مليون دينار مقابل 3731 مليون دينار في عام 2014) بالعلاقة مع الركود المسجل للاقتصاد الوطني. وقد استفاد قطاع الخدمات بشكل رئيسي من الزيادة في إجمالي القروض خلال الأحد عشر شهرا الأولى من سنة 2015 (1718+ مليون دينار) يليه الأفراد (853+ مليون دينار) وقطاع الصناعة (578+ مليون دينار).

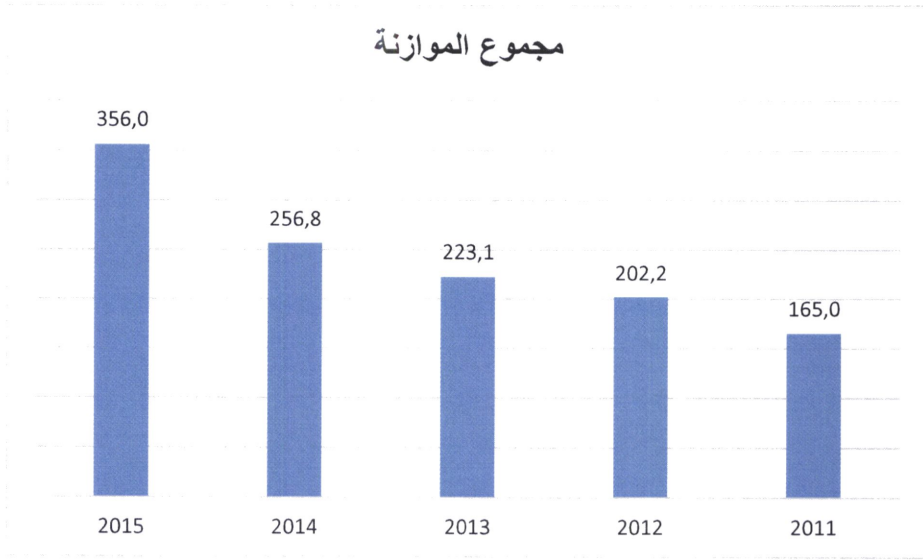
نشاط البنك

مجموع الموازنة

بلغ مجموع الموازنة 356 مليون دينار مع موفى سنة 2015 مقابل 256,8 مليون دينار مع موفى سنة 2014 أي بزيادة بـ 99,2 مليون دينار أو 38,6% متأتية أساسا من عملية الترفيع في رأس مال البنك خلال سنة 2015.

مليون دينار	2011	2012	2013	2014	2015
مجموع الموازنة	165,0	202,2	223,1	256,8	356,0
التغييرات السنوية	6,7%	21,0%	10,3%	15,1%	38,6%

ويبين الرسم التالي تطور الموازنة خلال الخمس سنوات الأخيرة:



الموارد

بلغت موارد البنك 327,8 مليون دينار في موفى ديسمبر 2015 مسجلة بذلك ارتفاعا بـ 95,6 مليون دينار (40,4%) بالعلاقة مع الترفيع في رأس مال البنك، وهو ما ساهم في تدعيم الموارد الذاتية لتمثل 50,8% من مجموع الموارد مقابل حصة بـ 49,2% للاقتراضات والموارد الخصوصية.

الموارد الذاتية:

بلغت الموارد الذاتية للبنك 166,631 مليون دينار بتاريخ 31 ديسمبر 2015 أي بارتفاع بـ 122 مليون دينار بالمقارنة مع نهاية سنة 2014 بالعلاقة مع الترفيع في رأس مال البنك.

ويبين الجدول التالي توزيع الأموال الذاتية للبنك:

مليون دينار	2012	2013	2014	2015	تغييرات 2014/2015	
					المبلغ	%
رأس المال	15,000	20,000	20,000	150,000	130,000	650,0%
احتياطيات	7,393	17,591	19,195	10,807	-8,388	-43,7%
أموال ذاتية أخرى	0,730	0,838	0,848	0,860	0,011	1,3%
نتائج مؤجلة	0,027	0,009	0,075	0,025	-0,050	-66,3%
نتيجة السنة المحاسبية	3,930	4,070	4,322	4,624	0,302	7,0%
تعديلات محاسبية	0,000	0,000	0,155	0,315	0,160	103,3%
مجموع الأموال الذاتية	**27,080**	**42,508**	**44,380**	**166,631**	**122,036**	**273,7%**

الاقتراضات والموارد الخصوصية:

تراجع قائم الاقتراضات والموارد الخصوصية بنسبة 13,8% ليبلغ 165,6 مليون دينار مع موفى سنة 2015 مقابل 192 مليون دينار مع موفى سنة 2014.

الاستعمالات

التمويلات للحرفاء

1- المصادقات

نظرا إلى للظرف الاقتصادي الصعب لسنة 2015، واصل البنك انتهاج سياسة تستند الى الحذر والانتقائية في مطالب التمويل للمحافظة على نفس مستوى جودة محفظة التمويلات الحالية.

وعليه، فقد بلغت مصادقات البنك 158,2 مليون دينار خلال سنة 2015 مقابل 180 مليون دينار خلال سنة 2014 مسجلة تراجعا بنسبة 12,1% متأتيا أساسا من قطاعي الصناعة (17,3- م د) والسياحة (7,3- م د) بالعلاقة مع الظرف الاقتصادي الصعب الذي شهدته البلاد خلال سنة 2015.

وتتوزع المصادقات حست القطاع وصنف التمويل كالآتي:

مليون دينار	إلى غاية 2015/12/31		إلى غاية 2014/12/31	
	أصول منقولة	أصول عقارية	أصول منقولة	أصول عقارية
الفلاحة	30,477	1,475	29,738	0,265
الصناعة	22,304	1,273	39,587	-
البعث العقاري والأشغال العمومية	24,110	0,300	27,048	-
السياحة	3,973	-	11,320	0,640
الخدمات والتجارة	69,527	4,807	67,229	4,168
المجموع	**150,390**	**7,855**	**174,922**	**5,073**
المجموع العام	**158,246**		**179,995**	

2- الدفوعات

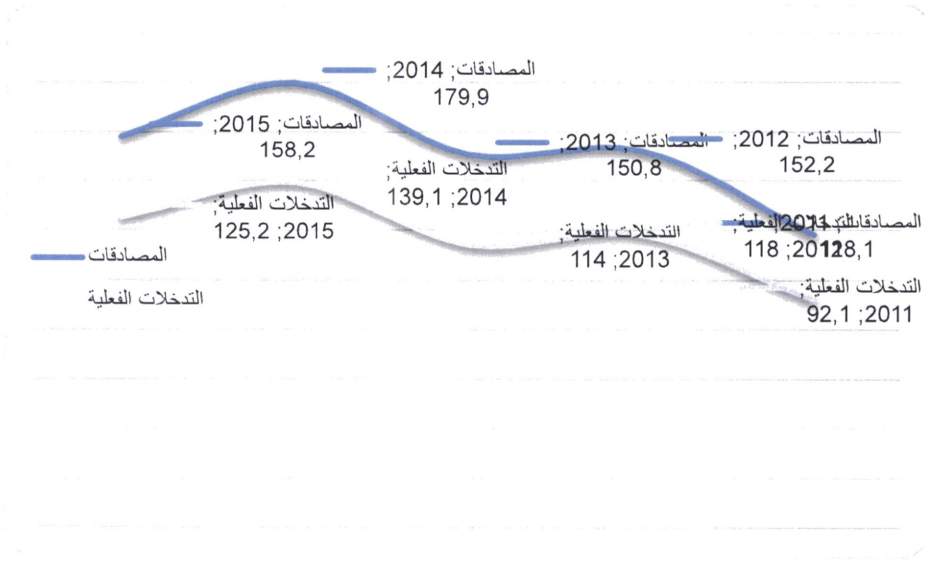
شهدت الدفوعات بعنوان تمويلات الإجارة كذلك تراجعا بـ 10% خلال سنة 2015 لتستقر في مستوى 125,2 مليون دينار مقابل 139 مليون دينار خلال سنة 2014. وشمل هذا التراجع أساسا قطاعي الصناعة (7,4- م د) والسياحة (6,9- م د).

ويعزى هذا التراجع بالإضافة إلى السياسة الحذرة التي انتهجها للبنك في اسناد التمويلات إلى التركيز على الشروع في مسار تحويل شركة الوفاق إلى بنك شمولي.

وتميزت دفوعات البنك بتوازن بين مختلف القطاعات والأنشطة الاقتصادية مثلما يبينه الجدول التالي:

مليون دينار	إلى غاية 2015/12/31		إلى غاية 2014/12/31	
	أصول منقولة	أصول عقارية	أصول منقولة	أصول عقارية
الفلاحة	22,501	0,600	23,890	0,265
الصناعة	21,708	1,500	29,145	-
البعث العقاري والأشغال العمومية	22,341	-	18,085	-
السياحة	3,132	-	9,720	0,640
الخدمات والتجارة	49,510	3,918	53,548	3,768
المجموع	**119,191**	**6,018**	**134,388**	**4,673**
المجموع العام	**125,209**		**139,061**	

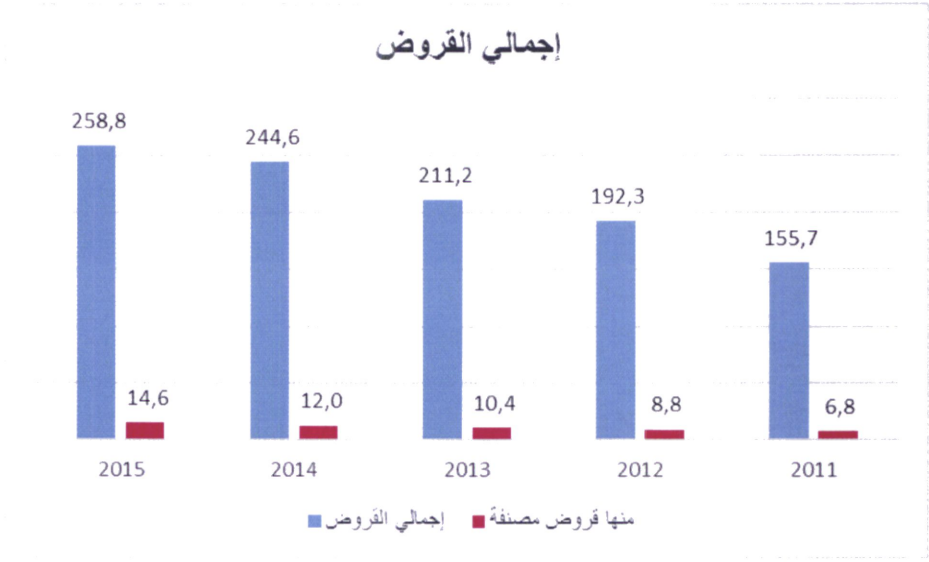
ويبرز الرسم التالي تطور المصادقات والدفوعات خلال الخمس سنوات الأخيرة:



3- مجموع التمويلات

بلغ إجمالي قائم التمويلات 258,8 مليون دينار إلى غاية 31 ديسمبر 2015 مقابل 244,6 مليون دينار إلى غاية 31 ديسمبر 2014 مسجلا بذلك ارتفاعا بـ 14,2 مليون دينار أي بنسبة 5,8% وهي نسبة تقارب معدل تطور قائم التمويلات في القطاع البنكي (6,4%).

ويبين الرسم التالي تطور قائم التمويلات للحرفاء خلال الخماسية الأخيرة:



4- الاستخلاص

دعّم تفاعل اللجنة التنفيذية للقرض بالنظر مع تداعيات الأوضاع الاقتصادية سياسة التدخل البنك المعتمدة على الحذر والانتقائية في التمويل، حيث اجتمعت اللجنة بشكل دوري وتدخلت عند الاقتضاء لتعديل شروط التمويل لبعض الأنشطة المعينة وذلك بهدف تحقيق الأهداف المرسومة من حيث نسب الاستخلاص والمدخرات وتغطية الأصول المصنفة بالمدخرات وهو ما مكن البنك من تحقيق نسب استخلاص مرضية بالرغم من تراجع النشاط الاقتصادي.

وعليه وبالرغم من الارتفاع النسبي للأصول المصنفة خلال سنة 2015 إلا أن البنك حافظ على نسبة أصول مصنفة في حدود الأهداف المرسومة حيث بلغت هذه النسبة 5,65% وهي نسبة مرضية مقارنة بالنسب المسجلة في القطاع البنكي (قرابة 16%) وفي قطاع الإيجار المالي (7,42%).

أما فيما يتعلق بالمدخرات، فقد واصل البنك تعزيز جهوده للمحافظة على نسبة تغطية التمويلات المصنفة بالمدخرات والفوائد المخصصة في حدود 72,2% مما يتوافق مع توصيات البنك المركزي التونسي في الغرض ذلك أن الظرف الاقتصادي الحالي يؤكد صحة صواب السياسة المنتهجة من قبل البنك التي تقوم على تعزيز تكوين مخصصات المدخرات للحفاظ على التوازنات العامة للبنك وتمكينه من التعامل مع أي طارئ ظرفي.

وتتلخص أبرز مؤشرات جودة محفظة التمويلات في الجدول التالي:

مليون دينار	2012	2013	2014	2015
التعهدات الجارية صنف 0 والتعهدات صنف 1	180,8	200,4	232,6	244,2
التعهدات المصنفة 2 و3 و4	8,8	10,4	12,0	14,6
مجموع التعهدات	189,5	210,7	244,6	258,8
نسبة الأصول المصنفة	4,64%	4,91%	4,90%	5,65%
الأرباح المخصصة	0,509	0,571	0,661	0,752
المدخرات المتعلقة بالتعهدات المصنفة	2,908	3,231	3,991	9,701
المدخرات الإضافية على معنى منشور ب م ت عدد 2013-21	2,830	3,378	3,632	0,110
مجموع المدخرات والأرباح المخصصة	6,248	7,179	8,283	10,563
نسبة تغطية الأصول المصنفة بالمدخرات و الأرباح المخصصة	71,1%	69,4%	69,1%	72,2%

محفظة استثمار

بلغ إجمالي محفظة الاستثمار 8,1 مليون دينار في موفى سنة 2015 مسجلة ارتفاعا بـ 1,2 مليون دينار أو 18% بالمقارنة مع موفي سنة 2014 متأتيا بالأساس من ارتفاع مبلغ صناديق الاستثمار التي بلغت حصتها 83,7%.

وتتوزع محفظة الاستثمار كالآتي:

	2014	2015	تغييرات 2014/2015	
			المبلغ	%
مساهمات	1,123	1,123	-0,200	-15,1%
صناديق استثمار	5,390	6,790	1,400	26,0%
قروض/الصندوق الاجتماعي	0,364	0,299	-0,065	-17,8%
الاكتتاب الوطني 2014	0,200	0,200	0,200	-
مدخرات على المساهمات	-0,200	-0,310	-0,100	50,0%
إجمالي محفظة الاستثمار	**6,877**	**8,103**	**1,235**	**18,0%**

السيولة

بلغت سيولة البنك 89,5 مليون دينار في موفى سنة 2015 اغلبها ودائع بنكية لدى المؤسسات البنكية النظيرة ومتأتية من عملية الترفيع في رأس المال.

نتائج البنك

الإيرادات الصافية للإجارة

بالرغم من حدة المنافسة، فقد واصل البنك انتهاج سياسة سليمة في التسعير تأخذ بعين الاعتبار تكاليف الموارد وضمان هامش محترم يمكن من تغطية الأعباء.

وتبعا لذلك، وبالعلاقة مع سياسة التمويل الحذرة التي ينتهجها البنك، شهدت الإيرادات الصافية للإجارة زيادة بـ 9,9% مقارنة بالسنة السابقة لتبلغ 24,7 مليون دينار.

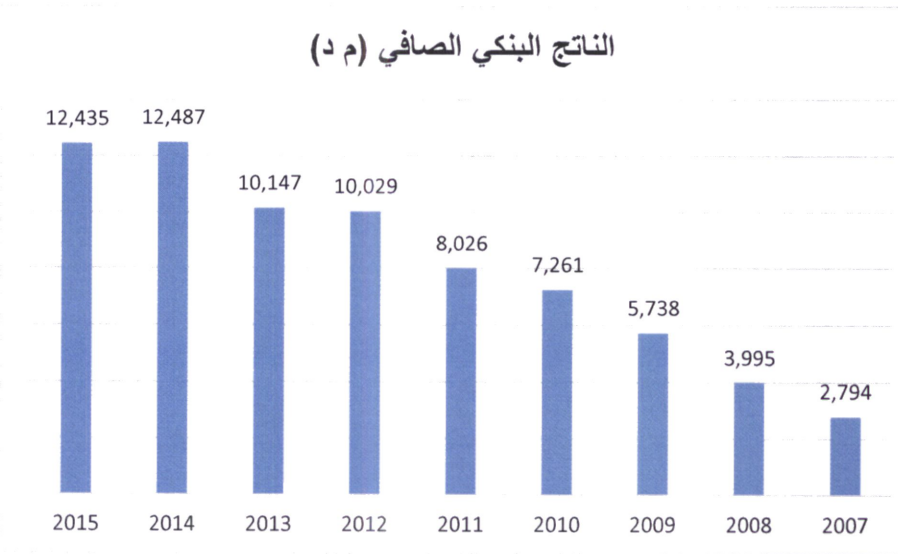
ويبرز الرسم التالي تطور المداخيل الصافية للإجارة:

الإيرادات الصافية للإجارة (م د)

الناتج البنكي الصافي

سجل الناتج البنكي الصافي خلال سنة 2015 استقرارا في مستوى 12,4 مليون دينار بالعلاقة مع تطور إيرادات الإجارة بنسق أقل من تطور الأعباء المالية (11,8%).

الناتج البنكي الصافي (م د)



الأعباء التشغيلية

استقرت الأعباء التشغيلية خلال سنة 2015 في نفس مستوى سنة 2014 أي 5,1 مليون دينار. وتتوزع الأعباء التشغيلية كالآتي:

	2014	2015	تغييرات 2014/2015	
			المبلغ	%
مصاريف الأعوان	3,168	3,296	0,128	4,0%
أعباء الإستغلال العامّة	1,636	1,547	-0,089	-5,5%
مخصصات إستهلاكات الأصول الثابتة	0,268	0,257	-0,011	-4,1%
مجموع الأعباء التشغيلية	**5,073**	**5,101**	**0,028**	**0,6%**

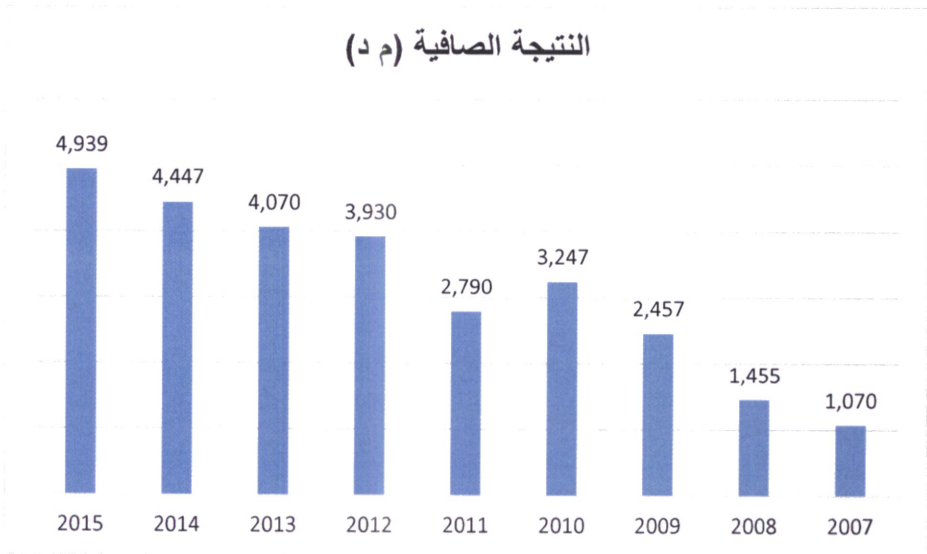
نتيجة الاستغلال

تراجعت نتيجة الاستغلال خلال سنة 2015 بـ 1,264 مليون دينار أو 20,9% لتبلغ 4,781 مليون دينار. ويفسر هذا التراجع بالمجهود الإضافي الذي بذله البنك في تكوين المدخرات التي بلغت 2,443 ألف دينار خلال سنة 2015 مقابل 1,270 ألف دينار خلال السنة المنقضية وذلك بهدف المحافظة على الأهداف المرسومة من حيث تغطية الأصول المصنفة.

النتيجة الصافية للسنة المحاسبية

بلغت النتيجة الصافية 4,939 مليون دينار خلال سنة 2015 مقابل 4,477 مليون دينار خلال سنة 2014 مسجلة بذلك ارتفاعا بـ 10,3%، وذلك أخذا بعين الاعتبار مفعول التعديلات المحاسبية البالغ 315 ألف دينار.

ويبرز الرسم التالي تطور النتيجة الصافية على مدى السنوات الفارطة:



تطور سعر تداول السهم

تتوزع أبرز المعطيات المتعلقة بتداول سهم البنك في سوق البورصة كما يلي:

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
ملة السوق إلى غاية 31/12 (م د)	12,400	16,940	40,650	77,700	77,250	60,900	68,000	65,000	-
آخر سعر لتداول السهم (دينار)	6,200	8,470	13,550	25,160	20,280	14,500	13,100	16,250	6,760
ى مستوى سعر لتداول السهم (دينار)	7,350	8,950	14,200	25,900	25,750	20,300	17,000	16,600	19,630
ي مستوى سعر لتداول السهم (دينار)	5,900	5,700	7,650	13,300	19,500	14,070	12,620	12,520	6,400
عدد الأسهم المتداولة	785 378	1 373 869	1 406 152	1 643 417	427 991	614 867	433 868	908 535	1 092 588
م الأموال المتبادلة	5,160	10,022	14,541	34,191	9,330	9,651	6,376	13,859	-

الحوكمة

تنظيم مجلس الإدارة

عهدت مهمة تسيير البنك إلى مجلس الإدارة المتكون من تسعة أعضاء المدة النيابية لكل عضو ثلاث سنوات قابلة للتجديد، منهم عضوان مستقلان وعضو ممثل عن صغار المساهمين امتثالا لمنشور البنك المركزي التونسي عدد 06-2011.

تركيبة مجلس الإدارة

العضو	الصفة	المدة
السيد محمد ملّوس	الرئيس المؤسس	2016-2018
السيد محمد خالد عبودي	المؤسسة الإسلامية لتنمية القطاع الخاص	2016- 2018
السيد محمد ماهر مناعي	المؤسسة الإسلامية لتنمية القطاع الخاص	2016- 2018
السيدة رفيقة عكاري	الشركة التونسية للبنك	2016- 2018
السيد محمد هادي بن عياد		2016- 2018
السيد جمال بالحاج	صندوق الودائع والأمانات	2016- 2018
السيد محمد حبيب كراولي	عضو مستقل	2016- 2018
السيد محفوظ باروني	عضو مستقل	2016- 2018
السيد محمد سعيدان	عضو ممثل عن صغار المساهمين	2016- 2018

قواعد استقلالية أعضاء مجلس الإدارة

في إطار تطبيق مقتضيات منشور البنك المركزي التونسي عدد 06-2011، فإن مجلس الإدارة يقوم سنويا وبشكل فردي بالتثبت من حالة كل عضو مستقل بالعلاقة مع قواعد الاستقلالية وفقا لأحكام نفس المنشور حيث يعتبر مستقلا كل عضو لا علاقة له من أي نوع كانت مع البنك أومجموعته أو إدارته والتي يمكن أن تؤثر على ممارسة حريته في الحكم. وفيم يلي قائمة المعايير المنصوص عليها:

- عدم وجود علاقة مع المؤسسة بالمعنى المقصود في الفصل 23 من القانون رقم 65-2001 المتعلق بمؤسسات القرض والفصل 71 من قانون توفير الخدمات المالية لغير المقيمين.
- عدم امتلاك مساهمة مباشرة أو غير مباشرة في رأسمال المؤسسة.
- عدم القيام بأعمال لفائدة حريف أو مزوّد أو مزوّد خدمات مهمين لدى المؤسسة.
- عدم الانتماء سابقا للمؤسسة.
- عدم ممارسة مدة نيابية لتمثيل المساهمين في مجلس الإدارة لمدة لا تقل عن تسع سنوات.
- عدم ممارسة مهمة مراقب حسابات المؤسسة لمدة لا تقل عن ست سنوات.

النظام الداخلي لمجلس الإدارة

قام مجلس الإدارة خلال اجتماعه بتاريخ 27 مارس 2012 باعتماد نظام داخلي للمجلس يحدد حقوق والتزامات أعضائه وطريقة عمله. ويقوم مجلس الإدارة دوريا بتقييم ذاتي لعمله وتحيين نظامه الداخلي للأخذ بعين الاعتبار أفضل ممارسات الحوكمة.

وفيم يلي أهم مقتضيات النظام الداخلي للمجلس:

- مهام مجلس الإدارة:

مجلس الإدارة هيئة جماعية جميع أعضائه لديهم نفس الصلاحيات والواجبات ويتم فيها اتخاذ القرارات بشكل جماعي. وهو مسؤول أمام المساهمين ويجتمع أربع مرات على الأقل في السنة ويحدد قواعد عمله وتلك المتعلقة بلجانه.

يحدد مجلس الإدارة توجهات نشاط البنك ويسهر على تنفيذها. ويتخذ جميع القرارات المتعلقة بالتوجهات الكبرى الاستراتيجية والاقتصادية والاجتماعية والمالية والتكنولوجية للبنك. وهو مطالب بالتثبت من صحة ووضوح المعلومات المقدمة للمساهمين والسوق المالية وقابليتها للمقارنة، وفقا للمعايير المحاسبية المعمول بها.

ويقوم رئيس المجلس عند كل جلسة بتقديم بسطة عن المعاملات المبرمة منذ الجلسة السابقة فضلا عن المشاريع الكبرى الجارية التي من المرجح أن يتم إبرامها قبل انعقاد الجلسة القادمة. يجري مجلس الإدارة سنويا مراجعة أبرز نقاط التقرير السنوي فضلا عن المناقشات التي سيقع عرضها على اجتماع الجلسة العامة السنوية. وعلاوة على ذلك، يتم إبلاغ مجلس الإدارة مرة على الأقل كل ستة أشهر من قبل الإدارة العامة بالوضعية المالية ووضعية السيولة وتعهدات البنك.

يتحصل الأعضاء بين اجتماعات مجلس الإدارة على جميع المعلومات المتعلقة بأبرز الأحداث أو المعاملات للبنك. وبصفة أشمل يمكن لهم عن طريق رئيس المجلس طلب جميع المعلومات والوثائق التي يرونها مفيدة لإنجاز مهامهم.

- **اللجان:**

يمكن لمجلس الإدارة أن يقرر إنشاء لجنة أو مجموعة من اللجان المتخصصة أكثر ويحدد تركيبتها ومهامها والتي تمارس نشاطها تحت مسؤوليته. لا يمكن لهذه اللجان التدخل في إدارة البنك أو التقليل أو الحد من صلاحيات الإدارة العامة وصلاحيات مجلس الإدارة. تصدر كل لجنة في مجال تخصصها جملة من المقترحات والتوصيات والآراء وتقدم تقاريرها إلى المجلس. وتتكون هذه اللحان فقط من أعضاء مجلس الإدارة الذين يتم تعيينهم من قبل المجلس بصفة شخصية ولا يمكنهم أن يكونوا ممثلين من طرف أي كان.

- **أخلاقيات الأعضاء:**

يخضع أعضاء مجلس الإدارة لواجب التحفظ والسرية بشأن مداولات المجلس واللجان وفيما يتعلق بالمعلومات ذات الطابع السري. كل عضو ينجز مهامه في مصلحة جميع المساهمين ونيابة عنهم.

في إطار ممارسة مهامه، يجب على كل عضو باستمرار أن يضمن أن وضعه الشخصي لا يضعه في حالة من تضارب في المصالح مع البنك. وفي حال حدوث ذلك، يجب عليه إعلام المجلس الذي يتخذ القرار المناسب ولا يمكن لذات العضو المشاركة في التصويت.

- **معاملات الأوراق المالية للبنك:**

تشمل هذه الأوراق المالية أسهم البنك وسائر الأدوات المالية المتعلقة بها.

بصفة عامة، يلتزم أعضاء المجلس باحترام واجب الحيطة والحذر، والتزام الاحتياط بشكل خاص على أي معاملة شخصية يمكن أن تتعلق بالأوراق المالية للبنك.

وعلى وجه الخصوص، لا يمكن لأعضاء المجلس القيام بعمليات مضاربة للأوراق المالية على المدى القصير أو القيام بعمليات على الأوراق المالية للبنك في أي من الحالات التالية.

* عندما تكون في حوزتهم معلومات يمكن عند نشرها أن تؤثر على أسعار تلك الأوراق.

* خلال الفترات التي يحددها لهم البنك: وخاصة خلال الشهر الذي يسبق الإعلان المبدئي عن النتائج السنوية والسداسية للبنك، والخمسة عشر يوما التي تسبق تاريخ نشر أرقام المعاملات الثلاثية للبنك.

- تقييم أداء مجلس الإدارة:

يخضع أداء المجلس لتقييم كل سنتين في شكل التقييم الذاتي.

أشغال مجلس الإدارة خلال سنة 2015

عقد مجلس الإدارة خلال سنة 2015 ستة اجتماعات بحضور جميع أعضائه.

وناقش المجلس العديد من النقاط منها تداعيات الظرف الاقتصادي على النسيج الاقتصادي وبالتالي على أنشطة البنك، وبالأساس تعلقت الاجتماعات باتخاذ جميع الإجراءات والتدابير اللازمة لإنجاح عملية تحويل شركة الإيجار المالي إلى بنك شمولي يوفر منتجات مطابقة لأحكام الشريعة وفي أفضل الظروف والآجال الممكنة، وهو ما تم بنجاح بتاريخ 20 نوفمبر 2015.

وقد قام مجلس الإدارة بإنشاء لجنة عهدت إليها قيادة مشروع التحويل بما في ذلك وضع جميع الإجراءات اللازمة كاختيار نظام المعلومات وإرساء استراتيجية متكاملة للاتصال والتسويق وتحديد الاحتياجات على المدى القصير من الموارد البشرية وتحديد إجراءات الانتداب واختيار مكتب خبرات من أجل مرافقة الشركة خلال مراحل برنامج تحويل ووضع سياسة معالجة الأصول والخصوم لجعلها مطابقة لأحكام الشريعة.

اللجان المنبثقة عن مجلس الإدارة

اللجنة الدائمة للتدقيق الداخلي

قام مجلس الإدارة بتحديد مهام وصلاحيات هذه اللجنة وهي بذلك مسؤولة عن مراجعة القوائم المالية الموحدة للبنك وإبداء الرأي فيها قبل عرضها على مصادقة مجلس الإدارة. كما تتولى لجنة التدقيق الداخلي القيام بعملية اختيار مراقبي حسابات البنك والتثبت من برنامج عملهم. وهي مسؤولة كذلك عن التحقق من وجود إجراءات الرقابة الداخلية والتحكم في المخاطر داخل البنك والنظر في تقرير الرقابة الداخلية والمصادقة على برنامج التدقيق الداخلي ومراقبة إنجازه.

في سنة 2015، اجتمعت اللجنة الدائمة للتدقيق الداخلي ست مرات تطرقت فيها إلى تطور نشاط البنك والتقدم المحرز في تنفيذ إجراءات الرقابة الداخلية وتنفيذ قرارات مجلس الإدارة والمصادقة على برنامج التدقيق الداخلي.

لجنة المخاطر

قام مجلس الإدارة بتحديد مهام وصلاحيات هذه اللجنة والمصادقة على ميثاقها، وهي بذلك مسؤولة عن:

- ضمان التحكم في المخاطر الرئيسية للبنك.
- مراقبة فاعلية عمل إدارة المخاطر عن طريق تشخيص المخاطر والتحكم فيها ومراقبة الإجراءات الداخلية.

ويتمثل دور لجنة المخاطر في التثبت من:

- كون خدمات البنك هي خدمات دون مخاطر وذات جودة
- جاهزية هياكل المراقبة بالبنك في الوقت المناسب من التشخيص والتحكم في جميع المخاطر التي يمكن أن تعيق تحقيق أهداف البنك أو تؤثر سلبا على تحقيقها.
- كون ثقافة إدارة المؤسسة وطرق عملها متجهة نحو التقليل من المخاطر في جميع القرارات المتخذة.

اجتمعت لجنة المخاطر ست مرات في سنة 2015 ونظرت في وضع أسس برنامجها لتطوير سياسة التحكم في المخاطر في البنك.

اللجنة التنفيذية للقرض

تقوم اللجنة التنفيذية للقرض بدراسة نشاط التمويل وتقديم مقترحات إلى المجلس بخصوص سياسة التمويل للبنك. وهي مسؤولة عن:

- التحقق من احترام شروط وحدود التمويل التى يقررها مجلس الإدارة (مبلغ التمويل والتوزيع القطاعى ونسبة التمويل والعمولات المعتمدة).
- تقديم مقترحات لإعادة النظر في سياسة التمويل:
  - التوزيع القطاعي والجهوي وحسب طبيعة التمويلات
  - حدود المخاطر على نفس المستفيد
  - معايير تقييم المخاطر للعملاء
  - شروط تفويض الصلاحيات لمنح التمويلات
  - النظر في مطالب التمويل التي تتجاوز 500 ألف دينار.

اجتمعت اللجنة التنفيذية للقرض في سنة 2015 عدة مرات، وتطرقت إلى عديد المواضيع على غرار مراجعة نسب الفائدة على التمويلات بالمقارنة مع المنافسة ومراعاة التقلبات المحتملة في نسبة الفائدة في السوق المالية وآثار الوضع الاقتصادي الحالي عن أنشطة البنك وعلى شروط منح تمويلات الإجارة وتحليل تطور محفظة التمويلات وفقا لسياسة التمويل والتحقق من احترام شروط وحدود التمويل المقررة من طرف مجلس الإدارة ومراجعة سياسة التمويل في حال حدوث أزمات وتقييم السياسة الحذرة التي ينتهجها البنك.

لجنة تحديد الأجور

تضع هذه اللجنة الإجراءات والمبادئ التوجيهية المتعلقة بتحديد أجور إطارات البنك. ويتمثل دورها في مراجعة العناصر التالية وتقديم توصيات بشأنها:

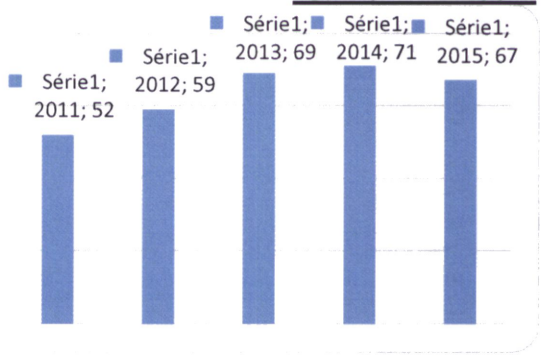
- تحديد أجور الإطارات وسياسة التحفيز.
- خطة توزيع الأرباح في شكل الأسهم.
- تحديد أجور أعضاء مجلس الإدارة.
- أحكام التقاعد.
- الإفصاح عن الأجور في الوثائق العامة للبنك، بما في ذلك الودائع في البورصة والتقرير السنوي.

التقرير الاجتماعي

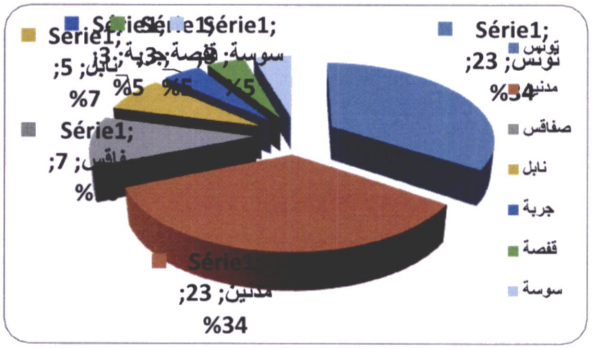
الموارد البشرية

بلغ عدد موظفي البنك 67 موظفا في موفى سنة 2015 موزعين بين المقر الاجتماعي وسبعة فروع.

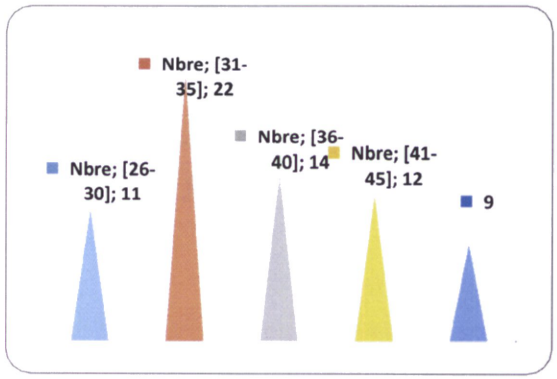
تطور عدد الموظفين:



التوزيع الجهوي للموظفين:

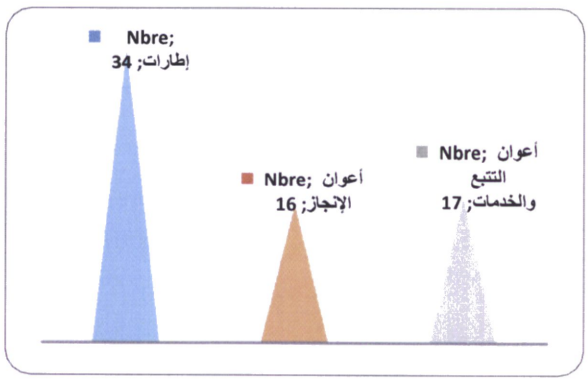


توزيع الموظفين حسب الفئة العمرية:



يبرز هذا التوزيع مستوى النضج المهني (83% أكثر من 30 سنة) ومستوى الشباب (70% تحت 40 عاما).

توزيع الموظفين حسب الصنف:



يعتمد البنك على الانتداب المستهدف وهو ما تؤكده نسبة التأطير العالية.

ترسيخ الشعور بالانتماء

- **المبادئ:**

في بيئة في تطور مستمر، فإنه من الضروري أن يكون البنك قادرا على الاحتفاظ الموظفين وجعلهم مساهمين في نشر استراتيجيات البنك الجديدة. هذه العناصر تخلق تحديات جديدة لإدارة الموارد البشرية التي تؤثر على تطوير الشعور بالانتماء إلى البنك وإدارة المسار الوظيفي.

- **الاتصال الداخلي:**

قام البنك بوضع استراتيجية اتصال داخلي تهدف إلى الإنصات إلى موظفيه وزيادة الشعور بالانتماء وتنمية روح الإبداع والمبادرة لدى موظفي البنك.

وفي هذا السياق، ركز البنك على تبادل المعلومات وذلك من خلال أدوات الاتصال الداخلي وعبر الزيارات المتعددة للإدارة العامة إلى مختلف الفروع وكذلك من خلال عادة جديدة تتمثل في تظاهرة تجمع كل موظفي البنك ولها عدة آثار:

- تعزيز التواصل واللقاءات بين موظفي البنك وتسهيل عملية اندماج المنتدبين الجدد.
- إتاحة الفرصة للموظفين للتعرف على مختلف محاور استراتيجية البنك.
- السماح لجميع موظفي البنك بالالتقاء بالإدارة العامة في إطار لطيف وودي.

تنمية الموارد البشرية والتصرف في المهارات

- **نظام التقييم**

يتطلب تطوير البنك على المدى الطويل تطوير مهارات الموارد البشرية والتخطيط للمسار الوظيفي لكل موظف. لذلك، وضعت البنك نظام لتقييم وتطوير المهارات لتحكّم أفضل في المسار الوظيفي للموظفين الذين سيكون لديهم رؤية مستقبلية واضحة. كما تمكن هذه الأداة البنك من تشخيص حاجياته من الانتدابات والتكوين.

من هذا المبدأ، فقد أطلق البنك العديد من المبادرات خلال 2015 تهدف إلى تحسين التصرف في هذه المهارات في مختلف مجالات الأنشطة. ويشارك المسؤولون عن مختلف الإدارات في تقييم فرقهم وإحاطتهم وتحديد أهدافهم ومتابعتهم.

- **سياسة التكوين**

وتهدف سياسة التكوين في البنك لتطوير الخبرة والتحفيز والتنوع والأداء الفردي والجماعي للموظفين. وتمكن من تحسين نوعية الخدمات المسداة وزيادة رضا الحرفاء وحصتها في السوق وتطوير نتائجها المالية.

وترتكز سياسة التكوين المعتمدة على المجالات الأربعة التالية: الخبرة والتنظيم والإدارة والاتصال.

- **مخطط تنمية الموارد البشرية**

لدعم تطور رقم معاملاته وتحسين حصته في السوق، فقد وضع البنك جهازا للتعامل مع هذا التطور. وتستند هذه الإجراءات على عدة مستويات:

- تنمية التنوع
- تنفيذ برنامج التكوين
- وضع برنامج الانتداب
- وضع خطة للتعويض.

مشاريع بصدد الإنجاز

من أجل الحفاظ على رأس المال البشري للبنك من خلال الانتدابات المستهدفة والتكوين ومتابعة المسار الوظيفي، قام البنك خلال هذه السنة بإطلاق عدد من المشاريع تستهدف ما يلي:

- تطوير أداة الاتصال الداخلي "الإنترانت".

- اقتناء برمجية للتصرف في الموارد البشرية
- مراجعة البرنامج الحالي للتكوين بالتوازي مع برنامج التحول من شركة إيجار مالي إلى بنك.

القوائم المالية إلى غاية 31 ديسمبر 2015

الموازنة المقارنة في نهاية ديسمبر 2015

	31/12/2015	31/12/2014
الأصـــــول		
خزانة وأموال لدى البنك المركزي التونسي ومركز الصكوك البريدية والخزينة العامة للبلاد التونسية	-	-
مستحقات على المؤسسات البنكية والمالية	89 433 215	1 080 340
مستحقات على الحرفاء	249 340 040	241 204 767
محفظة السندات التجارية	77 198	86 425
محفظة استثمار	8 102 588	6 877 400
أصول ثابتة	3 929 597	4 093 283
أصول أخرى	5 183 519	3 506 860
مجموع الأصـــول	356 066 157	256 849 075
الخصـــــــوم		
البنك المركزي التونسي ومركز الصكوك البريدية	-	-
ودائع ومستحقات المؤسسات البنكية والمالية	15 403	2 568 399
ودائع وأموال الحرفاء	2 830 709	3 239 628
إقتراضات وموارد خصوصية	165 626 460	192 051 278
خصوم أخرى	20 962 347	14 394 179
مجموع الخصـــوم	189 434 919	212 253 484
الأمـوال الذاتـــية		
رأس المال	150 000 000	20 000 000
منحة إصدار	-	9 500 0 00
الإحتياطيات	10 806 677	9 694 817
صندوق المخاطر البنكية العامة	220 000	220 000
أموال ذاتية أخرى	639 638	628 436
النتائج المرحّلة	25 336	75 212
تعديلات محاسبية	315 141	155 050
نتيجة السنة المحاسبية	4 624 445	4 322 076
مجموع الأموال الذاتية	166 631 238	44 595 591
مجموع الخصوم والأموال الذاتية	356 066 157	256 849 075

قائمة النتائج المقارنة في نهاية ديسمبر 2015

	31/12/2015	31/12/2014
إيرادات الإستغلال البنكي		
أرباح ومداخيل مماثلة	24 670 270	22 448 105
عمولات محصلة	1 075 603	2 156 897
مرابيح محفظة السندات التجارية والعمليات المالية	-	199
مداخيل محفظة الإستثمار	397 686	139 539
مجموع إيرادات الإستغلال البنكي	26 143 559	24 744 740
تكاليف الإستغلال البنكي		
أرباح المستثمرين وأعباء مماثلة	(13 609 308)	(12 176 757)
عمولات مدينة	(88 441)	(80 207)
خسائر محفظة السندات التجارية والعمليات المالية	(10 628)	-
مجموع تكاليف الإستغلال البنكي	(13 708 377)	(12 256 964)
الناتج البنكي الصّافي	12 435 182	12 487 776
مخصصات إحتياطي المخاطر ونتيجة تصحيح قيم المستحقات وعناصر خارج الموازنة والخصوم	(2 443 372)	(1 269 841)
مخصصات إحتياطي المخاطر ونتيجة تصحيح قيم محفظة الإستثمار	(110 000)	(100 000)
إيرادات إستغلال أخرى	-	-
مصاريف الأعوان	(3 296 497)	(3 168 367)
أعباء الإستغلال العامّة	(1 546 749)	(1 636 345)
مخصصات إستهلاكات ومدخرات على الأصول الثابتة	(257 336)	(268 220)
نتيجـــة الإستغلال	4 781 228	6 045 002
رصيد الربح / الخسارة المتأتّي من العناصر العادية الأخرى	-	-
الأداء على الأربـاح	(156 783)	(1 722 926)
النتيجة الصافية للسنة المحاسبية	4 624 445	4 322 076
مفعول التعديلات المحاسبية	315 141	155 050
النتيجة الصافية بعد التعديلات المحاسبية	4 939 586	4 477 126

جدول التدفقات النقدية المقارن في نهاية ديسمبر 2015

	31/12/2015	31/12/2014
أنشطة الاستغلال		
المقابيض المتأتية من الحرفاء	149 319 416	145 905 189
أعباء الاستغلال البنكي المدفوعة	(13 712 938)	(11 079 285)
ايداعات/سحوبات المؤسسات المالية والبنكية	-	-
قروض وتسبيقات/سداد قروض وتسبيقات ممنوحة للحرفاء	-	-
ودائع/ مسحوبات للحرفاء	-	-
سندات التوظيف	-	-
مبالغ مسددة للأعوان ودائنون آخرون	(131 060 330)	(165 548 225)
تدفقات نقدية أخرى متأتية من أنشطة الإستغلال	(227 216)	(731 307)
الأداءات المدفوعة على الأرباح	(5 023 669)	(1 294 785)
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستغلال	(704 737)	(32 748 413)
أنشطة الاستثمار		
فوائد وحصص أرباح مقبوضة على محفظة الاستثمار	-	-
إقتناء/تفويت في محفظة الاستثمار	(1 355 056)	(1 773 093)
إقتناء/تفويت في أصول ثابتة	(42 354)	(1 032 492)
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستثمار	(1 397 410)	(2 805 585)
أنشطة التمويل		
إصدار أسهم	120 000 000	-
إصدار إقتراضات	69 893 399	97 643 399
سداد إقتراضات	(94 232 130)	(64 467 27)
ارتفاع / إنخفاض الموارد الخصوصية		
حصص أرباح مدفوعة	(2 600 000)	(2 400 000)
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة التمويل	93 061 269	30 776 128
التغيير الصافي في السيولة أو ما يعادلها خلال الفترة المحاسبية	-	-
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة التمويل	90 959 122	(4 777 870)
السيولة أو ما يعادل السيولة في بداية الفترة المحاسبية	(1 401 634)	3 376 236
السيولة أو ما يعادل السيولة في نهاية الفترة المحاسبية	89 557 488	(1 401 634)

جدول التعهدات خارج الموازنة

في نهاية ديسمبر 2015

	31/12/2015	31/12/2014
التعهدات المقدمة		
الضمانات العينية		-
تعهدات التمويل المقدمة	9 162 337	11 825 872
المجموع	9 162 337	11 825 872
التعهدات المقبولة		
ضمانات مقبولة من الحرفاء	29 710 807	24 517 746
هامش الربح على العقود المفعلة	39 969 100	37 359 591
المجموع	69 679 907	61 877 137

إيضاحات حول القوائم المالية

إيضاح رقم 1: تقديم البنك

إن بنك الوفاق هو استمرار لشركة الوفاق للإيجار المالي بعد أن قررت الجلسة العامة الخارقة للعادة في اجتماعها بتاريخ 28 أوت 2015 تحويل الشركة إلى بنك شمولي، كما قررت أيضا الترفيع في راس مال الشركة من 20 مليون دينار إلى 150 مليون دينار.

ويبلغ رأس مال البنك الذي وقع اكتتابه ودفعه إلى غاية 31 ديسمبر 2015 مبلغ 150 مليون دينار مجزأ إلى 30.000.000 سهم بقيمة إسمية للسهم الواحد تساوي 5 دنانير.

ويخضع البنك لضريبة على الأرباح بمعدل قدره 35%. أما بالنسبة لبقية الضرائب، يخضع البنك لقواعد القانون العام.

إيضاح رقم 2: أسس القياس والمبادئ المحاسبية المطبقة:

تم إعداد وتقديم القوائم المالية للبنك وفقا لما يلي:

- مبادئ المحاسبة المعتمدة بالنظام المحاسبي للشركات التونسية.

- المبادئ المحاسبية الصادرة عن مناشير البنك المركزي التونسي.

تم الامتثال للوائح المعتمدة حسب الترتيب التالي:

- القانون عدد 96-112 بتاريخ 30 ديسمبر 1996 المتعلق بالنظام المحاسبي للشركات.

- المرسوم عدد 96-2459 بتاريخ 30 ديسمبر 1996 ب المتعلق بالمصادقة على الإطار المفهومي للمحاسبة.

- معايير المحاسبة في القطاع البنكي (م م ت21- م م ت 25)

- معيار المحاسبة المتعلق بعقود الإيجار المالي (م م ت41)

- منشور البنك المركزي التونسي عدد 91-24 بتاريخ ديسمبر1991 المتعلق بتوزيع وتغطية المخاطر ومتابعة التعهدات

وتتلخص أهم المبادئ المحاسبية المعتمدة في إعداد القوائم المالية فيما يلي:

2-1- استمرارية النشاط:

تم إعداد القوائم المالية على ضوء استمرارية النشاط.

2-2- الأصول الثابتة:

تدرج الأصول الثابتة التي يستغلها البنك ضمن الأصول في بند قيم ثابتة بكلفة الاقتناء دون احتساب الأداء على القيمة المضافة القابلة للطرح. ويتم احتساب الاستهلاك بطريقة الاستهلاك المتساوي الأقساط كما هو مبين بالجدول التالي:

	نسبة الاستهلاك السنوي
البرمجيات والتراخيص	%33
البناءات	%5
تهيئة البناءات	%10
المرافق العامة وتهيئات متفرقة	%10
وسائل النقل	%20
معدات إعلامية	%16,66
معدات المكاتب	%10
باقي الأصول المادية	%10

2-3- قائم تمويلات الإجارة الممنوحة:

يعتمد البنك ابتداءا من غرة جانفى 2008 على معيار المحاسبة التونسية عدد 41 المتعلق بعقود الكراء لاحتساب العمليات المتعلقة بعقود الإجارة.

ويمتلك البنك نظاما معلوماتيا متكاملا لإدارة محفظة تمويلاته ومعالجة المعلومات المحاسبية. يقوم البنك باقتناء الممتلكات موضوع عقود الإيجار ويؤجرها لفائدة حرفائه لمدة تتراوح بين ثلاث وسبع سنوات وبالتالي يتم تسجيلها في جدول الموازنة ضمن " مستحقات على الحرفاء" بتكلفة اقتنائها وطوال مدة عقد الإيجار. في نهاية هذه الفترة، يصبح بإمكان الحريف شراء الممتلكات ويصبح مالكا لها مقابل قيمة متبقية متفق عليها سابقا.

وتكون هذه الممتلكات في شكل عقارات (أراضي وبناءات) ومنقولات (معدات ووسائل نقل...).

وتجدر الإشارة إلى أنه خلال فترة التأجير، يبقى الأصل المؤجر على ملك للبنك حيث لا يمكن للمستأجر التفريط فيه أو تقديمه كضمان.

2-4- محفظة الاستثمار:

يتم احتساب أسهم المساهمات حسب سعر الاقتناء الصافي بعد طرح مخصصات المدخرات المتعلقة بها.

2-5- الاقتراضات:

يتم احتساب أصل الاقتراضات التي تم دفعها ضمن "الاقتراضات الخارجية" المندرجة صمن الخصوم صلب جدول الموازنة.

2-6- المدخرات المتعلقة بالحرفاء:

يقوم البنك سنويا بتكوين مدخرات على الأصول المصنفة تطبيقا لمنشور البنك المركزي التونسي عدد 91-24 بتاريخ 17 ديسمبر 1991 المتعلق بتقسيم وتغطية المخاطر ومتابعة التعهدات.

2-6-1- التصنيف:

الصنف		تأخير التسديد	نسبة المدخرات
صنف 0	أصول جارية	-	%0
صنف 1	أصول تتطلب متابعة خاصة	أقلّ من 90 يوما	%0
صنف 2	أصول مشكوك في استخلاصها في الآجال	ما بين 90 و 180 يوما	%20
صنف 3	صول يصعب استرجاعها كليا في الآجال	ما بين 180 و 360 يوما	%50
صنف 4	أصول شبه ميؤوس من استخلاصها	ما فوق 360 يوما	%100

2-6-2- المدخرات الإضافية على التعهدات المصنفة 4 ذات أقدمية تفوق أو تساوى 3 سنوات:

ألزم منشور البنك المركزي التونسي عدد 2013-21 بتاريخ 31 ديسمبر 2013 البنوك بتكوين مدخرات إضافية تقتطع من نتيجة السنة والأموال الذاتية الافتتاحية، لتغطية المخاطر المرجحة الصافية للتعهدات المصنفة 4 التى لها أقدمية تفوق أو تساوي 3 سنوات، وقد تم تحديد طريقة احتساب وتبويب هذه المدخرات (بين نتيجة السنة والأموال الذاتية الافتتاحية) بالمنشور المذكور أعلاه.

وقد تم احتساب هاته المدخرات طبقا للنسب الدنيا التالية:

- 40% بالنسبة للتعهدات التي لها أقدمية بالصنف 4 من 3 إلى 5 سنوات،
- 70% بالنسبة للتعهدات التي لها أقدمية بالصنف 4 من 6 إلى 7 سنوات،
- 100% بالنسبة للتعهدات التي لها أقدمية بالصنف 4 تساوي أو تفوق 8 سنوات.

2-6-3- المدخرات العامة المتعلّقة بالتعهدات:

ألزم منشور البنك المركزي التوسي عدد 2012-09 بتاريخ 17 ديسمبر 2012 المعدل للمنشور 91-24 بتاريخ 17 ديسمبر 1991 المتعلق بتوزيع وتغطية المخاطر ومتابعة التعهدات البنوك بتكوين مدخرات ذات صبغة عامة تطرح من نتائج السنة لتغطية المخاطر المحتملة للتعهدات الجارية والتعهدات التي تستوجب متابعة خاصة.

2-6-4- قيمة الممتلكات المؤجرة:

المبادئ المستخدمة لتقييم الممتلكات المؤجرة هي:

- المعدات العادية: القيمة الأصلية مع خصم بـ20% عن كل سنة تأجير.
- المعدات الخصوصية: القيمة الأصلية مع خصم بـ40% عن كل سنة تأجير.
- العقارات (الأراضي والمباني، ...): القيمة الأصلية مع خصم بـ5% عن كل سنة تأجير.

2-6-5- الضمانات المقبولة:

على الرغم من أن البنك يحتكم على ضمانات عينية على الحرفاء المصنفين، فهو يعتبرها ضمانا إضافيا للتقليص من المخاطر الكامنة. وتشمل هذه الضمانات أساسا الرهون العقارية المسجلة.

2-7- اتفاقية هيمنة الجوهر على الشكل:

يتم تسجيل العمليات التي يقوم بها البنك وفقا لطبيعتها وحقيقتها المالية دون الأخذ بعين الاعتبار الشكل القانوني فحسب، وهو الحال في عمليات الإجارة.

2-8- احتساب الإيرادات:

يعتمد البنك ابتداءا من غرة جانفي 2008 على معيار المحاسبة التونسية عدد 41 المتعلق بعقود الكراء لاحتساب العمليات المتعلقة بعقود الإجارة. واختار تطبيقه بأثر رجعي.

تتم إعداد فواتير الإيجارات لفائدة الحرفاء واحتسابها شهريا ومقدما. في نهاية كل فترة، يقوم البنك بتعديلات لتسوية الإيرادات المتحصل عليها أو المحتسبة مقدما.

وبالإضافة إلى ذلك، يتم إدراج الفوائد المستحقة وفوائد التأخير في جدول الموازنة ضمن "الفوائد المخصصة" ويتم خصمها من "المستحقات على الحرفاء" وذلك بالنسبة للأصول المصنفة 2 و3 و4 امتثالا للفصل التاسع من منشور البنك المركزي التونسى عدد 91-24.

2-9- الضريبة على الأرباح:

ويخضع البنك للضريبة على الأرباح بمعدل 35%.

وفقا لأحكام قانون المالية عدد 2000-98 بتاريخ 25 ديسمبر 2000، يتم خصم الاستهلاكات المالية المتعلقة بالممتلكات موضوع عقود الإجارة لتحديد الربح الخاضع للضريبة.

2-10- الضريبة على القيمة المضافة:

يقوم البنك باحتساب التكاليف والإيرادات دون احتساب الأداء على القيمة المضافة وكذلك بالنسبة للاستثمارات الخاصة أو الاستثمارت موضوع عقد الإجارة.

وبذلك يتم تسجيل الأداءات التي تتم فوترتها للحرفاء فى حساب "الأداءات التي تم جمعها" في حين تحتسب الأداءات التي دفعها البنك لقاء اقتنائه من السلع والخدمات في حساب "الضرائب القابلة للاسترداد".

وفي نهاية الفترة، يتم تسديد الفارق لفائدة الخرينة العامة إذا كان رصيد الحسابين إيجابيا أو ترحيل الفارق إلى الفترة المقبلة.

2-11- الوحدة النقدية ومخاطر الصرف:

تم إعداد القوائم المالية وتقديمها بالدينار التونسي دون سواه. وعليه فلا توجد مخاطر صرف كامنة بتاريخ 31 ديسمبر 2015.

2-12- أبرز أحداث الفترة:

تميزت سنة 2015 بـ:

- إمضاء اتفاقية مساعدة فنية مع الشريك الفني من أجل قيادة وتأمين عملية التحول الكامل للشركة إلى بنك في أفضل الظروف والآجال الممكنة.
- إمضاء اتفاقية المساهمين بين المساهمين التاريخيين والمستقبليين للبنك.
- تجسيم عملية الترفيع في رأس المال من 20 إلى 150 مليون دينار.
- إتمام جميع الإجراءات القانونية لعملية التحول إلى بنك يحمل تسمية "بنك الوفاق".
- تحويل جميع قروض الإيجار المالي إلى تمويلات إجارة.

2-13- تغيير طريقة التقديم:

بعد حصول الشركة على الترخيص لتعاطى النشاط البنكي، فقد تم تغيير طريقة تقديم القوائم المالية في نهاية سنة 2015 بالمقارنة مع نهاية سنة 2014 وفقا لمعيار المحاسبة التونسية عدد 21 المتعلق بطريقة تقديم القوائم المالية للمؤسسات البنكية.

وعليه، فقد تمت معالجة القوائم المالية لسنة 2014 بغاية المقارنة.

14-2- مفعول التعديلات المحاسبية:

أدرج البنك في سنة 2015 فى سجلاته المحاسبية في بند "مداخيل التحصيل" فوائد التأخير التي تخص سنة 2015 وما قبلها وتتمتع باحتمالية تحصيل هامة. وبغرض المقارنة، تمت معالجة معطيات سنة 2014 لتسجيل فوائد التأخير على السنوات السابقة لسنة 2015 وهو ما أدى إلى أثر تعديلات محاسبية.

إيضاح رقم 3: مستحقات على المؤسسات البنكية والمالية

تتوزع المستحقات على المؤسسات البنكية والمالية كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
البنوك	89 461 811	1 067 761
الصكوك	-	-
سندات للتحصيل	32 281	10 706
الخزانة	1 601	1 873
المجموع	89 495 693	1 080 340
المدخرات على الأصول المالية	(62 477)	-
السيولة الصافية	89 433 216	1 080 340

إيضاح رقم 4: مستحقات على الحرفاء

بلغت المستحقات الصافية على الحرفاء 249.340.040 دينارا بتاريخ 31 ديسمبر 2015 مقابل 241.204.766 دينارا بتاريخ 31 ديسمبر 2014 أي بارتفاع بـ 8.188.195 دينارا.

ويتوزع قائم تعهدات الإجارة كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
قائم تمويلات الإجارة	243 652 591	233 108 906
عقود الإجارة الممضاة والتي لم يتم صرف أموالها بعد	763 107	3 779 994
مبالغ غير مستخلصة	18 016 781	14 786 937
الهامش المحتسب مسبقا	(1 193 394)	(1 113 728)
المجموع 1	261 239 085	250 562 109
مدخرات على استهلاكات قائم التعهدات المصنفة	(4 405 365)	(3 632 357)
مدخرات على الأصول المصنفة	(7 493 680)	(5 724 986)
المجموع 2	(11 899 045)	(9 357 343)
المستحقات الصافية على الحرفاء	249 340 040	241 204 766

توزيع تعهدات البنك حسب الصنف إلى غاية 31 ديسمبر 2015

	صنف 0	صنف 1	صنف 2	صنف 3	صنف 4	المجموع
قائم التمويلات	102 123 992	132 889 240	172 922	219 637	8 246 800	243 652 591
مبالغ غير مستخلصة	84 167	10 483 659	69 282	143 919	4 604 651	15 385 678
مبلغ مستلمة مسبقا	-1 635 070	-1 040 927	-	0	-154 476	-2 830 473
تمويلات أخرى	275 364	1 002 353	7 738	16 179	1 307 412	2 609 046
مجموع المبالغ الغير مستخلصة والمستلمة مسبقا والتمويلات الأخرى	-1 275 539	10 445 085	77 020	160 098	5 757 587	15 164 250
قائم التعهدات	100 848 453	143 334 325	249 942	379 735	14 004 387	258 816 841
الأرباح المخصصة	65 650		6 639	15 643	729 413	817 346
المدخرات المتعلقة بالتعهدات المصنفة	-		7 457	63 831	9 629 837	9 701 126
المدخرات الإضافية	-		0	0	110 466	110 466
المدخرات الجماعية	1 270 107		0	0	0	1 270 107
مجموع المدخرات والأرباح المخصصة	1 335 757		14 096	79 474	10 469 717	11 899 045

نسبة الأصول المصنفة	0,10%	0,15%	5,41%	
		5,65%		
نسبة تغطية الأصول المصنفة بالمدخرات والأرباح المخصصة	5,64%	20,93%	74,76%	
		72,18%		

إيضاح رقم 5: محفظة السندات التجارية

بلغت محفظة السندات التحارية 77.198 دينارا إلى غاية 31 ديسمبر 2015 مقابل 86.425 دينارا إلى غاية 31 ديسمبر 2014.

إيضاح رقم 6: محفظة الاستثمار

تتكون محفظة الاستثمار إلى غاية موفى سنة 2015 من:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
مساهمات	100 123 1	100 123 1
صناديق استثمار	000 790 6	000 390 5
قروض/الصندوق الاجتماعي	488 299	300 364
الاكتتاب الوطني 2014	000 200	000 200
المجموع الخام	588 412 8	400 077 7
مدخرات على المساهمات*	(000 310)	(000 200)
المجموع الصافي لمحفظة الاستثمار	588 102 8	400 877 6

* تتمثل في مدخرات بقيمة 100.000 دينار على تراجع قيمة المساهمات التي يمتلكها البنك بصفة مباشرة في رأس مال شركة ".MED FOOD SA" وبقيمة 150.000 دينار على شكل صندوق مُدار من طرف شركة "SODIS SICAR " وبقيمة 60.000 دينار بعنوان مدخرات على تراجع قيمة المساهمات التى يمتلكها البنك في رأس مال شركة "SERPSUD" على شكل صندوق مُدار من طرف شركة " ERRYADA SICAR ".

وتتعلق مساهمات البنك بـ:

الشركة	تاريخ الاكتتاب	نسبة الامتلاك في راس المال	عدد الاسهم	القيمة الإسمية للسهم	المبلغ
MED FOOD S.A	2003	3,33%	100	1.000	100.000
ERRIADA IMMOB.	2008-2009	16,4%	24.600	5	123.000
ERRIADA SICAR	2009-2010	98%	180.000	5	900.000
INSTITUT DE L'APBEF	2010	0,1%	1	100	100
المجموع					1.123.100

في حين تتعلق صناديق الاستثمار بـ:

شركة الاستثمار ذات رأس مال مخاطرة	نوع الصندوق	تاريخ الاستثمار	المبلغ
SODIS-SICAR S.A	صندوق مُدار	2005-2004-2003	490.000
ERRIADA SICAR	صندوق مُدار	2015/2014/2013/2012/2009	6.300.000
المجموع			6.790.000

إيضاح رقم 7: الأصول الثابتة

بلغت القيمة الإجمالية للأصول الثابتة 5.681.365 دينارا بتاريخ 31 ديسمبر 2015 متوزعة كما يلي:

	القيمة الإجمالية للأصول				الاستهلاكات				القيمة المحاسبية الصافية بتاريخ 31 ديسمبر 2015
	بتاريخ غرة جانفي 2015	اقتناءات من غرة جانفي الى غاية 31 ديسمبر 2015	تفويت من غرة جانفي إلى غاية 31 ديسمبر 2015	بتاريخ 31 ديسمبر 2015	بتاريخ غرة جانفي 2015	مخصصات السنة	استرجاع الاستهلاكات من غرة جانفي إلى غاية 31 ديسمبر 2015	المجموع	
الأراضي	2 291 768	-	-	2 291 768	-	-	-	-	2 291 768
البناءات	1 588 423		-	1 588 423	421 730	79 421	-	501 151	1 087 272
تهيئة البناءات	141 184	1 000	-	142 184	80 809	10 269	-	91 078	51 106
المرافق العامة وتهيئات متفرقة	169 956	11 472	-	181 428	71 959	16 658	-	88 617	92 811
وسائل النقل	754 450	-	97 050	657 400	602 031	59 815	97 050	564 796	92 604
معدات اعلامية	377 340	25 003	-	402 343	187 144	48 266	-	235 410	166 933
معدات المكاتب	160 423	271	-	160 694	112 650	11 515	-	124 165	36 529
باقي الأصول المادية	982	-	-	982	387	73	-	460	522
أصول ثابتة قيد الإنجاز	70 474	32 824	-	103 298	-	-	-	-	103 298
البرمجيات	99 325	-	-	99 325	98 101	1 224	-	99 325	-
التراخيص	53 520	-	-	53 520	39 751	7 016	-	46 767	6 753
المجموع	5 707 845	70 570	97 050	5 681 365	1 614 562	234 257	97 050	1 751 769	3 929 596

إيضاح رقم 8: الأصول الأخرى

تتوزع الأصول الأخرى كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
أعباء للتوزيع	729 706	304 340
تسبقات لفائدة المزودين	35 954	35 524
قروض الصندوق الاجتماعي التي لا تتجاوز السنة	78 591	58 723
خصم من المورد لفائدة الدولة	-	1 434
دائن آداء قيمة مضافة مرحل	46 258	1 115 116
تسبقات الآداء	1 473 050	-
آداء على القيمة المضافة للتسوية	512 235	550 090
تسبقات لفائدة الموظفين	22 834	21 317
حساب انتظار	284 937	74 508
مدينين آخرين	6 958	6 603
وديعة وضمان للدفع	395 943	612 604
أعباء مسجلة مسبقا	215 764	310 156
مداخيل للتحصيل	1 522 199	673 132
آداء للتسوية	88 159	88 159
القيمة الجملية	5 412 588	3 851 706
مدخرات على تراجع قيمة الأصول	(229 069)	(344 846)
القيمة الصافية	5 183 519	3 506 860

إيضاح رقم 9: ودائع وأموال الحرفاء

تتمثل في تسبقات مقدمة من طرف الحرفاء حيث بلغت 2.830.709 دينارا في موفى سنة 2015 مقابل 3.239.628 دينارا في موفى سنة 2014.

إيضاح رقم 10: الاقتراضات والموارد الخصوصية

بلغت الاقتراضات والموارد الخصوصية 156.626.460 دينارا إلى غاية 31 ديسمبر 2015 مقابل 192.051.278 دينارا في نهاية سنة 2014. وتوزعت كما يلى:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
اقتراضات آجالها تفوق السنة	60 253 075	77 025 021
اقتراضات آجالها دون السنة	90 115 101	92 531 882
أوراق خزينة	12 500 000	17 650 000
(س) ديون مرتبطة	2 758 284	3 250 976
سندات مسقطة	-	1 593 399
المجموع	165 626 460	192 051 278

وتتوزع الاقتراضات التى تتجاوز آجال تسديدها السنة كالآتي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
اقتراض رقاعي	8 000 000	16 000 000
اقتراض من طرف بنك الأمان	11 140 650	10 541 695
اقتراض من طرف بنك الإسكان	2 968 585	3 911 746
اقتراض من طرف التجاري بنك	-	494 274
اقتراض من طرف بنك تونس العربي الدولي	-	-
اقتراض من طرف البنك التونسي	2 400 000	4 800 000
اقتراض من طرف البنك العربي لتونس	5 653 948	6 669 737
اقتراض من طرف بنك تونس والإمارات	2 986 808	3 922 891
اقتراض من طرف الشركة التونسية للبنك	3 503 831	8 552 084
اقتراض من طرف البنك التونسي الليبي	2 500 000	3 500 000
اقتراض من طرف بنك ABC تونس	4 399 253	6 932 594
اقتراض من طرف البنك الوطني الفلاحي	6 700 000	11 700 000
اقتراض من طرف بنك QNB تونس	10 000 000	-
المجموع	60 253 075	77 025 021

أما بخصوص الاقتراضات التى لا تتجاوز آجال تسديدها السنة فهى كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
آجال متعلقة باقتراض رقاعي	8 000 000	8 000 000
آجال متعلقة باقتراضات متوسطة المدى	82 115 101	84 531 882
المجموع	90 115 101	92 531 882

إيضاح رقم 11: خصوم أخرى

بلغ مجموع الخصوم الأخرى 20.962.347 دينارا مع نهاية سنة 2015 مقابل 14.424.488 دينارا مع نهاية سنة 2014 وتنقسم كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014 معالج
مزودو أصول ثابتة للإجارة	5 180 247	3 052 926

مزودون فواتير لم تصدر بعد	1 588 417	4 556 276
مزودو أصول ثابتة للإجارة سندات للدفع	10 800 770	3 964 504
مزودن آخرون	156 196	153 490
دين بعنوان رخص مدفوعة مغطى بمدخرات	547 524	490 576
أجور اعوان المستحقة	1 230	1 230
تسبقة على ضريبة التكوين المهني	41 940	13 178
ضرائب وأداءات للدولة	511 340	288 839
مؤسسات اجتماعية	136 824	122 912
أعباء للدفع	1 373 938	879 322
حساب انتظار	33 108	73 231
تأمين	673	5 503
أداء على أرباح السنة	326 465	550 246
تأمين الحرفاء	174 929	172 743
مدخرات بعنوان منحة الإحالة على التقاعد	88 747	69 202
المجموع	20 962 347	14 394 178

إيضاح رقم 12: الأموال الذاتية

بلغت الأموال الذاتية 166.631.238 دينارا مع نهاية سنة 2015 مقابل 44.595.591 دينارا في نهاية سنة 2015. وتتوزع كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
رأس المال	150 000 000	20 000 000
منحة إصدار	-	9 500 000
الاحتياطي الاجباري	1 351 677	1 139 817
الصندوق الاجتماعي	639 639	628 436
احتياطي استثمارات معفاة من الضريبة	7 810 000	6 410 000
صندوق المخاطر البنكية العامة	220 000	220 000
احتياطيات أخرى	1 645 000	2 145 000
نتائج مرحلة	25 336	75 212
تأثير التعديلات المحاسبية	315 141	155 050
مجموع الأموال الذاتية قبل نتيجة السنة المحاسبية	162 006 793	40 273 514
النتيجة الصافية	4 624 445	4 322 076
مجموع الأموال الذاتية	166 631 238	44 595 591

إيضاح رقم 13: أرباح ومداخيل مماثلة

سجلت الأرباح والمداخيل المماثلة في نهاية سنة 2015 ارتفاعا بـ2.237.797 دينارا أو 9,04% لتبلغ 24.670.270 دينارا مقابل 22.432.473 دينارا خلال سنة 2014. وتتوزع كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
أرباح الإجارة	23 636 101	21 521 068
تغييرات الأرباح المخصصة	(153 095)	(93 626)
مداخيل أخرى	1 187 264	1 005 031

مجموع الأرباح والمداخيل المماثلة	270 670 24	22 432 473

إيضاح رقم 14: مداخيل محفظة الاستثمار

بلغت مداخيل محفظة الاستثمار 397.686 دينارا إلى غاية 31 ديسمبر 2015 مقابل 139.539 دينارا إلى غاية 31 ديسمبر 2014 مسجلة بذلك ارتفاعا بـ 258.147 دينارا أو 185%.

إيضاح رقم 15: العمولات

تتوزع العمولات إلى غاية موفى سنة 2015 كالآتي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
عمولات السندات غير المستخلصة	420 081	366 728
عمولات دراسة الملفات	231 894	239 987
عمولات فسخ العقود (إعادة شراء أو تفويت في معدات)	423 628	1 545 011
مجموع العمولات	1 075 603	2 151 726

إيضاح رقم 16: أرباح المستثمرين وأعباء مماثلة

بلغت أرباح المستثمرين والأعباء المماثلة 13.609.308 دينارا خلال سنة 2015 مقابل 12.176.757 دينارا خلال سنة 2014 مسجلة بذلك ارتفاعا بـ1.432.551 دينارا متأتية من الأعباء المالية على الاقتراضات.

إيضاح رقم 17: مخصصات إحتياطي المخاطر ونتيجة تصحيح قيم المستحقات وعناصر خارج الموازنة والخصوم

سجلت هذه الفقرة ارتفاعا بـ 1.173.531 دينارا أي بنسبة 92,4% لتبلغ 2.443.372 دينارا مع نهاية سنة 2015 وتوزعت كالآتي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
مخصصات المدخرات على التعهدات المصنفة	2 925 829	2 361 301
مخصصات المدخرات الإضافية	110 466	117 243
مخصصات المدخرات الجماعية	200 000	99 042
مخصصات المدخرات على الأصول الأخرى	95 797	156 458
استرجاع المدخرات على إثر تحصيل المستحقات	(847 689)	(1 464 204)
استرجاع مدخرات على أصول أخرى	(149 096)	-
خسائر منجرة عن التعهدات	108 065	-
مجموع مخصصات المدخرات	2 443 372	1 269 841

إيضاح رقم 18: مخصصات إحتياطي المخاطر ونتيجة تصحيح قيم محفظة الإستثمار

بلغت مخصصات إحتياطي المخاطر ونتيجة تصحيح قيم محفظة الإستثمار 110.000 دينارا إلى غاية 31 ديسمبر 2015 مقابل 100.000 دينارا إلى غاية 31 ديسمبر 2014.

إيضاح رقم 19: مصاريف الأعوان

تنقسم مصاريف الأعوان كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
أجور ومنح	2 795 078	2 481 423
رخص للدفع	55 940	184 728
الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي	372 877	413 431
حوادث الشغل	11 708	10 971
مصاريف التأمين	41 349	41 735
مدخرات التقاعد	19 546	36 079
مجموع المصاريف	3 296 497	3 168 367

إيضاح رقم 20: أعباء الاستغلال العامة

بلغت بقية أعباء الاستغلال 1.546.749 دينارا مع موفى سنة 2015 مقابل 1.636.345 دينارا مع موفى سنة 2014. وتتوزع كالآتي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
اقتناء مستلزمات	119 142	169 626
وقود	48 317	59 993
ضرائب وأداءات	210 990	414 788
خلاص الوسطاء والأتعاب	398 834	294 091
مصاريف بريدية واتصالات	153 464	174 833
إصلاح وصيانة	181 378	155 334
مصاريف التنقل والمهام	80 753	68 918
هبات ومنح	11 000	6 371
كراءات	85 446	69 501
منح بدل الحضور	106 875	73 125
أعباء البورصة والتونسية للتسوية	46 031	26 270
إعلانات وعلاقات عامة	25 692	39 418
منح التأمين	36 550	39 867
دراسة وبحوث	12 982	15 972
استهلاكات الماء والكهرباء	29 295	23 045
مصاريف أخرى		5193
مجموع المصاريف	1 546 749	1 636 345

إيضاح رقم 21: مخصصات إستهلاكات ومدخرات على الأصول الثابتة

سجلت مخصصات الاستهلاكات والمدخرات على الأصول الثابتة في موفى سنة 2015 تراجعا بـ10.884 دينارا بالمقارنة مع موفى سنة 2014 وتوزعت كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
مخصصات الاستهلاكات على الأصول الثابتة اللامادية	8 240	7 415
مخصصات الاستهلاكات على الأصول الثابتة المادية	226 015	237 724
مخصصات الاستهلاكات على الأعباء للتوزيع	23 081	23 081

المجموع	257 336	268 220

إيضاح رقم 22: الأداء على الأرباح

يخضع البنك لضريبة على الأرباح بمعدل قدره 35%.

يتم تحديد الربح الضريبي بالأخذ بعين الاعتبار إعادة استثمار 4.5000.000 دينارا وخصم مخصصات المدخرات على تراجع قيمة التعهدات وفقا للفقرة الأولى من الفصل 49 من مجلة الضريبة على الشركات المتعلق بشركات التأجير المالي.

وعليه بلغت الأداءات على الأرباح 156.783 دينارا مع موفى سنة 2015 مقابل 1.722.926 دينارا في نهاية سنة 2014.

إيضاح رقم 23: التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة الاستغلال

تتوزع كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
المقابيض المتأتية من الحرفاء	149 319 416	145 905 189
أعباء الاستغلال البنكي المدفوعة	(13 712 938)	(11 079 285)
مبالغ مسددة للأعوان ودائنون آخرون	(131 060 330)	(165 548 225)
تدفقات نقدية أخرى متأتية من أنشطة الإستغلال	(227 216)	(731 307)
الأداءات المدفوعة على الأرباح	(5 023 669)	(1 294 785)
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستغلال	(704 737)	(32 748 413)

إيضاح رقم 24: التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة الاستثمار

وتنقسم كالآتي.

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
إقتناء/تفويت في محفظة الاستثمار	(1 355 056)	(1 773 093)
إقتناء/تفويت في أصول ثابتة	(42 354)	(1 032 492)
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة الاستثمار	(1 397 410)	(2 805 585)

إيضاح رقم 25: التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة التمويل

تتوزع كما يلي:

	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014
إصدار أسهم	120 000 000	-

إصدار إقتراضات	69 893 399	97 643 399
سداد إقتراضات	(94 232 130)	(64 467 27)
حصص أرباح مدفوعة	(2 600 000)	(2 400 000)
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة التمويل	93 061 269	30 776 128

إيضاح رقم 26: الأحداث اللاحقة لتاريخ ختم القوائم المالية

إن القوائم المالية المختومة بتاريخ 31 ديسمبر 2015 تأخذ بعين الاعتبار الأحداث اللاحقة لهذا التاريخ وإلى غاية 25 مارس 2016، تاريخ ختم الحسابات من قبل مجلس إدارة البنك.